

**ÉTUDE DES CRÉDITS**  
**2022-2023**

**COMMISSION DES DROITS DE  
LA PERSONNE ET DES DROITS  
DE LA JEUNESSE**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE  
L'OPPOSITION OFFICIELLE (PLQ)**

**AVRIL 2022**



**Document préparé en avril 2022**

**Coordination**

Josée Morin

Conseillère cadre stratégique

**Soutien technique**

Sara Mohamed Ahmed

Technicienne en administration



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

## COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

### TABLE DES MATIÈRES

#### Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle (PLQ)

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES	
P.1	SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 (ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	11
P.2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2021-2022, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT ; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT ; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; D. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE; E. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	12
P.6	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL ; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2021-2022. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.	14
P.7	LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2021-2022.	15
P.9	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, DONT ONT FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES EN 2021-2022. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES; E. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2021-2022; F. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.	16
P.11	NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.	21
P.12	LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.	22
P.13	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 : A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS; B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS; D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.	23
P.14	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2021-2022 : A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES; B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES; C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER; D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE; E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.	24

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.15	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 :</p> <p>A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;</p> <p>B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;</p> <p>C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME;</p> <p>D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES;</p> <p>E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.</p>	25
P.20	<p>LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2021-2022. INDIQUER :</p> <p>A. LE LIEU;</p> <p>B. LE COÛT;</p> <p>C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;</p> <p>E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;</p> <p>F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.</p>	26
P.21	<p>POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE :</p> <p>A. LE NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS;</p> <p>B. LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE;</p> <p>C. LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION;</p> <p>D. LA LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS, ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.</p>	32
P.22	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ALLOUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2021-2022 :</p> <p>A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;</p> <p>B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;</p> <p>C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.</p> <p>FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.</p>	32
P.70	<p>LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2021-2022 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :</p> <p>A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;</p> <p>B. LA DESCRIPTION DU MANDAT ; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;</p> <p>C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT ; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2022-2023 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIÉ;</p> <p>E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.</p>	33
P.72	<p>LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2021-2022.</p>	35
P.151	<p>STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2021-2022. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.</p>	36
P.152	<p>LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2021-2022, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.</p>	39
P.153	<p>DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.</p>	41
P.154	<p>LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2022, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.</p>	43

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.155	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.	57
P.156	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2021-2022. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	58
P.157	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2021-2022.	60
P.158	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2021-2022.	62
P.159	EFFECTIF POUR 2021-2022 ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	64

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2022.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023**

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE  
PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC (PLQ)**



**P.1 SOMMES DÉPENSÉES EN 2021-2022 (ET PRÉVISIONS POUR 2022-2023) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL, D'ENTRETIEN OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

	2021-2022 (k\$)
<b>Logiciels</b>	92,7 k\$
<b>Matériel</b>	91,4 k\$
<b>Services professionnels</b>	
<b>Interne</b>	- k\$
<b>Externe</b>	56,9 k\$
<b>CSPQ / ITQ</b>	33,5 k\$
<b>Total</b>	274,6 k\$

**P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2021-2022, INDIQUER :**

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- D. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE;
- E. LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

LA COMMISSION N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L'ARTICLE 61, AUX DEUXIÈMES ET TROISIÈMES ALINÉAS DE L'ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »
- **PRÉSIDENTE :** TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ, NOMMÉ LE 28 FÉVRIER 2019 (DÉCRET 196-2019)
- **VICE-PRÉSIDENTE :** ARPIN, SUZANNE, NOMMÉE LE 10 JUIN 2019 (DÉCRET 554-2019)
- **VICE-PRÉSIDENTE :** PIERRE, MYRLANDE. NOMMÉE LE 29 JUILLET 2019 (DÉCRET 684-2019)

**MEMBRES**

- EL-HAGE, HABIB
- GAUVREAU, LIZETTE
- IASENZA, ISA
- LECLERCQ, MARIE-LAURE
- LEMAY, SYLVAIN
- ROY, MARTINE
- SANTORINEOS, ANNE-MARIE
- SIOUI, BRUNO
- VILLEFRANCHE, MARJORIE
- VOLLANT, NADINE

**LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4 000\$ ET DES HONORAIRES DE 200\$ PAR JOUR DE RÉUNION (100\$ PAR DEMI-JOURNÉE), À L'EXCLUSION DE TOUT MEMBRE QUI EST UN EMPLOYÉ RÉGULIER À TEMPS PLEIN D'UN ORGANISME OU D'UNE INSTITUTION DU SECTEUR PUBLIC OU PARAPUBLIC, Y COMPRIS UNE UNIVERSITÉ.**

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUES PAR LE DÉCRET 1307-80, S'APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ. (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980)

- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**

AUCUN

- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**

AUCUN

**D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ	PRÉSIDENT	2 051 \$	0 \$	1 669 \$
ARPIN, SUZANNE	VICE-PRÉSIDENTE	2 378 \$	0 \$	417 \$
PIERRE, MYRLANDE	VICE-PRÉSIDENTE	873 \$	0 \$	0 \$
EL-HAGE, HABIB	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
GAUVREAU, LIZETTE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
IASENZA, ISA	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
LECLERCQ, MARIE-LAURE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
LEMAY, SYLVAIN	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
ROY, MARTINE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
SANTORINEOS, ANNE-MARIE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
SIQUI, BRUNO	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
VILLEFRANCHE, MARJORIE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
VOLLANT, NADINE	MEMBRE	1 042 \$	0 \$	N/A

**P.6 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS EN 2021-2022. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.**

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

<b>ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR</b>	<b>DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS</b>	<b>DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS</b>	<b>ÉCART</b>
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	101 900.00 \$	93 408.33 \$	8 491.67 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	1 187 000.00 \$	911 374.00 \$	275 626.00 \$
PROJETS	357 500.00 \$	32 324 .00\$	325 176.00 \$

**P.7 LISTE ET DÉTAIL DE TOUS LES MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC PAR LE MINISTÈRE ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE POUR LA LOCATION, L'ACHAT, LA RÉNOVATION, LA DÉCORATION ET AUTRES TRAVAUX RÉALISÉS EN 2021-2022.**

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

AUCUN.

**P.9 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES EN 2021-2022. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER :**

- A. LE MANDAT;
- B. LES MEMBRES;
- C. LE BUDGET;
- D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS, DE REPAS OU AUTRES;
- E. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2021-2022;
- F. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2021-2022 ET LES PRÉVISIONS POUR 2022-2023.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCDP)	REGROUPEMENT DE DÉFENSES DES DROITS DU CANADA	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER MYRLANDE PIERRE	9
CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDEJ)	LE CCDEJ EST UN REGROUPEMENT DE DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS DE L'ENSEMBLE DU CANADA, DONT LE MANDAT CONSISTE À PROMOUVOIR LES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES ET À FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX.	SUZANNE ARPIN	4
COMITÉ PERMANENT SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (LPJ)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• EXAMINER LES RECOMMANDATIONS DES DIFFÉRENTS RAPPORTS, AVIS OU COMMENTAIRES SOUMIS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC CONCERNANT L'APPLICATION DE LA LPJ;</li> <li>• RECOMMANDER, S'IL Y A LIEU, DES MODIFICATIONS À LA LPJ;</li> <li>• IDENTIFIER ET RECOMMANDER LES MODIFICATIONS QUI POURRAIENT ÊTRE APPORTÉES À LA LPJ AFIN D'AMÉLIORER LA CAPACITÉ DU DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (DPJ) À INTERVENIR AUPRÈS DES FAMILLES ET DES ENFANTS EN DIFFICULTÉ EN PROPOSANT DES SOLUTIONS LÉGISLATIVES.</li> </ul>	SUZANNE ARPIN	6
TABLE DE CONCERTATION SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TET) D'AGRICARRIÈRES	<p>LA TABLE DE CONCERTATION VISE À RÉPONDRE À CES OBJECTIFS</p> <p>CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION ET LA PROMOTION DES CONDITIONS GLOBALES DES TET ET DES EMPLOYEURS AGRICOLES</p> <p>OPTIMISER LA COHÉRENCE ET L'EFFICIENCE DES SERVICES ET DES CONTRÔLES</p> <p>ÉTABLIR DE MEILLEURES COMMUNICATIONS ENTRE TOUS LES INTERVENANTS</p> <p>ASSURER UNE ACTUALISATION CONSTANTE DES PROGRAMMES SELON LES ENJEUX</p> <p>ÊTRE PROACTIF PAR LA RÉFLEXION DE SOLUTIONS PERTINENTES ET CONCRÈTES</p>	MÉLISSA GOUPIL- LANDRY	5
RÉSEAU INTERUNIVERSITAIRE QUÉBÉCOIS EN ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET INCLUSION (RIQÉDI)	LE RIQÉDI, ORGANISME À BUT NON LUCRATIF, EST UNE COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE. IL A POUR MISSION DE RASSEMBLER LES ACTEURS ET LES ACTRICES DES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES QUI ONT LE MANDAT OU LE DÉSIR DE PROMOUVOIR ET D'INTÉGRER LES VALEURS D'ÉQUITÉ, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION (ÉDI) AU SEIN DE LEURS INSTITUTIONS	MÉLISSA GOUPIL- LANDRY	3
RIQÉDI - COMITÉ ENJEUX AUTOCHTONES	<p>GROUPE DE TRAVAIL SUR LES RÉALITÉS DES PEUPLES AUTOCHTONES QUI VISE NOTAMMENT À RÉTABLIR LES FAITS HISTORIQUES CONCERNANT LES AUTOCHTONES AU MOYEN D'ACTIONNEMENTS ET D'OUTILS DE SENSIBILISATION ET D'ÉDUCATION</p> <p>SENSIBILISER LA COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE AUX RÉALITÉS AUTOCHTONES</p> <p>VALORISER ET FAVORISER L'AUTOCHTONISATION DES MILIEUX D'ENSEIGNEMENT POST-SECONDAIRES.</p>	MÉLISSA GOUPIL- LANDRY	4
COMITÉ AVISEUR DE L'UQAT SUR UN MODULE DE FORMATION EN LIGNE SUR LES RÉALITÉS AUTOCHTONES	PARTICIPER À LA RÉFLEXION ET LA RÉVISION DES CONTENUS QUI SERONT INTÉGRÉS À UN NOUVEAU MODULE DE FORMATION EN LIGNE SUR LES RÉALITÉS AUTOCHTONES.	MÉLISSA GOUPIL- LANDRY	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DOCUMENTER L'ÉTAT DES SERVICES DISPONIBLES, IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES ET ASSURER UNE VIGILE</li> <li>• PARTAGER DES INFORMATIONS À CARACTÈRE SOCIOJUDICIAIRE LIÉES AUX ENJEUX SOCIAUX ET AUX ACTIONS POUVANT ÊTRE PRISES CHEZ LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS DU QUÉBEC</li> <li>• FAVORISER LA CONCERTATION DES PARTENAIRES QUANT AUX ACTIONS PRISES OU À PRENDRE, EN MATIÈRE SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE, TOUT EN CONSIDÉRANT LES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES ADOPTÉES OU ENVISAGÉES PAR LE QUÉBEC DE MÊME QUE CELLES PRIVILÉGIÉES PAR LE MILIEU AUTOCHTONE ET LES ORGANISMES PARTENAIRES EN MATIÈRE DE JUSTICE</li> <li>• IDENTIFIER DES MESURES D' ACTIONS CONCRÈTES POUVANT ÊTRE MISES EN PLACE À COURT TERME ET ÉVALUER, POUR LES MESURES PLUS COMPLEXES LES RESSOURCES BUDGÉTAIRES NÉCESSAIRES POUR DONNER SUITE AUX ACTIONS PROPOSÉES.</li> </ul>	MÉLISSA GOUPIL-LANDRY  SUZANNE ARPIN	2
COALITION CONTRE LA HAINE	TABLE DE CONCERTATION MULTISECTORIELLE QUI RÉUNIT DES ORGANISMES PRÉOCCUPÉS PAR LES ENJEUX ENTOURANT LA HAINE AU QUÉBEC ET QUI PROVIENNENT DE MILIEUX DIVERS : DU COMMUNAUTAIRE, DES SECTEURS DE LA JUSTICE, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DE LA SANTÉ, DES SERVICES SOCIAUX, DU SECTEUR PRIVÉ, ETC.	MARIE-IRIS LÉGARÉ	1
COMITÉ DES RELATIONS ENTRE INSPECTEURS ET CITOYENS-SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL	AMÉLIORER LA CONNAISSANCE DES RESPONSABLES DE LA STM SUR LES BESOINS ET LES PRÉOCCUPATIONS DE LA COLLECTIVITÉ, PARTICULIÈREMENT LES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS/ENRICHIR LA PRISE DE DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (CA) ET DES DIRECTIONS CONCERNÉES SUR LES DOSSIERS ET LES QUESTIONS EN LIEN AVEC LES INSPECTEURS, LEUR RÔLE, LEUR SERVICE ET LEUR RAPPORT AVEC LA COMMUNAUTÉ.	MARIE-IRIS LÉGARÉ	2
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE DU PLAN GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES 2017-2022	ASSURER L'IMPLANTATION ET LA COORDINATION DU PLAN GOUVERNEMENTAL	GERMAIN ROYER	1
COMITÉS RÉGIONAUX POUR L'IMPLANTATION DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS RÉGIONS : MONTRÉAL – CENTRE DU QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES – OUTAOUAIS – LAURENTIDES - LANAUDIÈRE – MONTÉRÉGIE – NORD DU QUÉBEC – CÔTE-NORD – BAS SAINT-LAURENT – GASPÉSIE-ESTRIE – CAPITALE NATIONALE – LAVAL- SAGUENAY LAC ST-JEAN	DÉPLOYER UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ RÉGIONAL PRÉVU PAR LA LOI 6.	GERMAIN ROYER	29
COMITÉ DE CONSULTATION MULTISECTORIELLE PROVINCIALE POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS - CREGES	ÉQUIPE DE CONSULTATION QUI S'ADRESSE SPÉCIFIQUEMENT AUX PROFESSIONNELS CONFRONTÉS À DES SITUATIONS COMPLEXES ET DIFFICILES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES AFIN D'ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES.	GERMAIN ROYER	4
COMITÉ CRÉATION D'OUTILS POUR LES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET D'EXPRESSION ANGLOPHONE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ILLUSTRER DES SITUATIONS DE MALTRAITANCE EN LIEN AVEC LES DROITS BAFOUÉS;</li> <li>• FAIRE CONNAÎTRE AUX AÎNÉS DE TOUTES COMMUNAUTÉS, LEURS DROITS;</li> <li>• EXPLIQUER LES POINTS IMPORTANTS DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS EN CE QUI CONCERNE LA CLIENTÈLE AÎNÉE;</li> <li>• SENSIBILISER AUX DIFFÉRENTES PERSPECTIVES QUANT AUX DROITS DES AÎNÉS</li> <li>• PRÉSENTER LES RESSOURCES ACCESSIBLES LORSQUE DES SITUATIONS DE MALTRAITANCE SURVIENNENT.</li> </ul>	GERMAIN ROYER	6
COMITÉ SUR L'INTERSECTIONNALITÉ DANS LE TRAITEMENT DES VIOLENCES SEXUELLES JURIPOP	PARTAGE D'INFORMATIONS ET DE FAÇONS DE FAIRE, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS, TRAITER LES PROBLÉMATIQUES ÉMERGENTES, AMÉLIORER LES PRATIQUES	GERMAIN ROYER	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
GROUPE DE RECHERCHES EN INTERCULTURELLE	LE GROUPE DE RECHERCHE A POUR OBJECTIF : a. OFFRIR DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES EN MATIÈRE DE FORMATION EN INTERCULTUREL b. CERNER LES ENJEUX ÉTHIQUES PAR RAPPORT À LA FORMATION ET SUR L'AUTORÉFLEXIVITÉ c. OUTILLER LES FORMATEURS EN INTERCULTUREL d. OFFRIR DES OUTILS POUR ÉVALUER L'IMPACT DES FORMATIONS e. DIRIGER LES FORMATEURS ET FUTURS FORMATEURS DANS LA MISE EN PLACE D'UNE FORMATION ÉQUILIBRÉE	RÉZA DUPUIS	3
COMITÉ DE TRAVAIL FORMATION PROFILAGE RACIAL	COMITÉ INTERINSTITUTIONNEL AYANT POUR MANDAT D'ÉTABLIR LES OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES, LA MATRICE, LE CONCEPT ET LE CONTENU D'UNE FORMATION DE 10 HEURES SUR LE PROFILAGE RACIAL	RÉZA DUPUIS	12
COMITÉ DIRECTEUR INTERINSTITUTIONNEL POUR LA PLANIFICATION D'UNE FORMATION SUR LE PROFILAGE RACIAL DESTINÉE AUX CORPS POLICIERS.	PLANIFIER ET ÉLABORER UNE FORMATION-CADRE EN PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL DESTINÉE AU PERSONNEL DES ORGANISATIONS POLICIÈRES QUI PERMETTRAIT DE : • RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS FORMULÉES, NOTAMMENT, PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE DU QUÉBEC ET PAR LE GROUPE D'ACTION SUR LE RACISME AINSI QU'AUX PRÉOCCUPATIONS SOULEVÉES PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE • ACTUALISER LA PRATIQUE ET LA PRESTATION DES SERVICES POLICIERS DANS LE CADRE D'UNE SOCIÉTÉ PLURIELLE ET EN CONSTANTE TRANSFORMATION • PROMOUVOIR UN LIEN DE CONFIANCE ENTRE LES POLICIERS ET LES COMMUNAUTÉS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE VICTIME DE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL	MYRLANDE PIERRE GENEVIÈVE DORAIS- BEAUREGARD RÉZA DUPUIS	2
COMITÉ DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PL79	• CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DES SERVICES OFFERTS AUX FAMILLES D'ENFANTS AUTOCHTONES DISPARUS OU DÉCÉDÉS, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE PLAINTES ET CONCERNANT L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU TRAITEMENT DES DEMANDES.	NICOLE ANNE VAUTOUR	2
GROUPE D'ACTION CONTRE LE RACISME – ACTION N°4 – RACISME DANS L'ACCÈS AU LOGEMENT (COMITÉ LOGEMENT)	COMITÉ INTERINSTITUTIONNEL VISANT LA RECOMMANDATION ISSUE DU RAPPORT DU GACR DANS LA LUTTE CONTRE TOUTE DISCRIMINATION EN MATIÈRE D'HABITATION FONDÉE SUR LA RACE, LA COULEUR, L'ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE. OBJECTIFS : RENFORCER LE TRAITEMENT DES PLAINTES EN MATIÈRE DE DISCRIMINATION EN HABITATION MIEUX INFORMER LE PUBLIC, ET NOTAMMENT LES LOCATAIRES ET LES FUTURS LOCATAIRES, DU PROCESSUS DE PLAINTÉ MIEUX INFORMER LES LOCATEURS DES ENJEUX RELATIFS AU RACISME ET À LA DISCRIMINATION	AUDREY ASSEMAN MYRLANDE PIERRE	6
CHAIRE DE RECHERCHE SUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET LA PLURALITÉ DES GENRES (2017-2022) (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	FAVORISER LA MOBILISATION DES EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET PARTENARIALES DANS LA PRODUCTION DE NOUVEAUX SAVOIRS CONCERNANT LES RÉALITÉS DES PERSONNES DE MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE, LES IMPACTS DES DISCRIMINATIONS ET DES DIFFÉRENTES FORMES D'EXCLUSION, DE DÉVALORISATION ET D'INFÉRIORISATION DE CES PERSONNES, AINSI QUE LES MOYENS DE LES CONTRER EFFICACEMENT	SAMUEL BLOUIN	2
COMITÉ AVISEUR SUR L'ÉTAT DES INÉGALITÉS (OBSERVATOIRE QUÉBÉCOIS DES INÉGALITÉS)	COMMENTER DES PROJETS D'ÉTUDES	DANIEL DUCHARME	1
COMITÉ CONJOINT CDPDJ-OPHQ-COPHAN-AQIS-AQRIPH SUR L'INCLUSION SCOLAIRE	ÉCHANGER DES INFORMATIONS CONCERNANT LE DOSSIER DE L'INCLUSION SCOLAIRE	DANIEL DUCHARME	2
COMITÉ CONSULTATIF DU CENTRE DE RECHERCHE POUR L'INCLUSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (CRISPESH)	CONSEILLER ET ORIENTER L'ÉQUIPE DE DIRECTION DU CRISPESH SUR LES PROJETS EN COURS DE DÉVELOPPEMENT, DE FAÇON À S'ASSURER DE LEUR PERTINENCE SOCIALE ; AGIR À TITRE D'INTERMÉDIAIRES ENTRE LA COMMUNAUTÉ ET LE CRISPESH, EN PARTICULIER POUR : SUGGÉRER DES PARTENARIATS OU DES COLLABORATIONS ET ÉVENTUELLEMENT SOUTENIR LEUR MISE EN PLACE ; DE CONTRIBUER À LA RECONNAISSANCE DU CRISPESH DANS LA COMMUNAUTÉ ET LEURS MILIEUX ET À LA DIFFUSION DES RÉSULTATS DE RECHERCHE, PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES, OUTILS DE TRANSFERT, ÉVÉNEMENTS, ETC.	DANIEL DUCHARME	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
COMITÉ D'ÉTHIQUE DU SERVICE DE POLICE DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL	APPUYER ET AIGUIILLER LE COMITÉ ÉTHIQUE DU SERVICE DE POLICE DE L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL (SPAL) SUR LE PLAN ÉTHIQUE ET LÉGAL.	EVELYNE PEDNEAULT	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE RENOUVELLEMENT DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES (SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE)	RÉVISER LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES VERS 2021	KARINA MONTMINY JOSÉE MORIN	4
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL PERMANENT SUR LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (MTESS)	ASSURER LA COORDINATION DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES	MARIE CARPENTIER	0
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'ACCÈS AU MARCHÉ DU TRAVAIL DES PERSONNES JUDICIAIRISÉES (MTESS)	Étudier les possibilités législatives et administratives afin d'améliorer l'accès au marché du travail des personnes ayant un casier judiciaire	GENEVIÈVE ST-LAURENT	0
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES THÉRAPIES DE CONVERSION (BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE)	ÉLABORER UN PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LES THÉRAPIES DE CONVERSION. LE COMITÉ SERA AUSSI APPELÉ À COLLABORER À LA PRÉPARATION D'UN CADRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DE CE PLAN D'ACTION.	KARINA MONTMINY	2
COMITÉ DE TRAVAIL FEMMES, AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE ET LEADERSHIP (SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE)	ALIMENTER LES RÉFLEXIONS DU SCF, EN FONCTION DES EXPERTISES PROPRES À CHACUN DES MILIEUX INVITÉS ; PRODUIRE DES PISTES DE RÉFLEXION SUR LES ACTIONS À PRIORISER POUR FAVORISER L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE ET LE LEADERSHIP DES FEMMES AU QUÉBEC ; IDENTIFIER LES ENJEUX (ÉMERGENTS OU RÉCURRENTS), LES PROBLÉMATIQUES MOINS COUVERTES PAR L'ACTION GOUVERNEMENTALE ET SOCIALE AINSI QUE LES SOLUTIONS NOVATRICES EN LIEN AVEC L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DE TOUTES LES FEMMES DU QUÉBEC, DONT LA REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LES LIEUX DE POUVOIR, DANS LES MILIEUX À PRÉDOMINANCE MASCULINE ET LA VALORISATION DU TRAVAIL DES FEMMES (INVISIBLE ET RÉMUNÉRÉ).	DANIEL DUCHARME	7
COMITÉ POLITIQUES, RECHERCHE ET DISCRIMINATION SYSTÉMIQUE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE	PARTAGER DES INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS EN COURS ET LES ENJEUX ÉMERGENTS	CLAIRE BERNARD	1
ÉQUIPE DE RECHERCHE INCLUSION ET DIVERSITÉ ETHNOCULTURELLE EN ÉDUCATION (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	PRATIQUES SCOLAIRES, PROCESSUS INSTITUTIONNELS ET EXPÉRIENCES DES ACTEURS DE LA COMMUNAUTÉ ÉDUCATIVE	AMINA TRIKI-YAMANI	2
GROUPE DE TRAVAIL DE LA VILLE DE MONTRÉAL SUR LA RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE EN LIEN AVEC LE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL	PARTICIPER AUX TRAVAUX SUR LA RÉVISION DE LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE EN LIEN AVEC LE PROFILAGE RACIAL ET SOCIAL	EVELYNE PEDNEAULT	0
GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ACCESSIBILITÉ DES COMMERCES AUX PERSONNES HANDICAPÉES (OPHQ)	DRESSER UN PORTRAIT DE L'ACCESSIBILITÉ DES PETITS BÂTIMENTS NON ASSUJETTIS AUX EXIGENCES D'ACCESSIBILITÉ DU CODE DE CONSTRUCTION OÙ SONT OFFERTS DES BIENS ET DES SERVICES COURANTS À LA POPULATION AU QUÉBEC, INCLUANT LES COMMERCES DE PROXIMITÉ, ET IDENTIFIER LES PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVÉ AINSI QUE DES PISTES DE SOLUTION	KARINA MONTMINY	0
OBSERVATOIRE DES PROFILAGES (2020-2027)	PRODUIRE DE NOUVELLES DONNÉES ET ANALYSES AFIN DE FOURNIR DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES, JUDICIAIRES ET MÉDIATIQUES RÉCENTES SUR LE PHÉNOMÈNE DES PROFILAGES SOCIAL, RACIAL ET POLITIQUE	EVELYNE PEDNEAULT	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2021-2022
PARTENARIAT DE RECHERCHE POLITIQUES ET PRATIQUES EN MATIÈRE DE RETOUR AU TRAVAIL APRÈS UNE LÉSION PROFESSIONNELLE : DÉFIS DE TAILLE ET SOLUTIONS INNOVATRICES (2018-2023) (UNIVERSITÉ D'OTTAWA)	EXAMINER DE GRANDES QUESTIONS DE POLITIQUE LIÉES AUX LOIS SUR L'INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS, DANS LE BUT D'ÉLIMINER LES PROBLÈMES SOUS-JACENTS ET D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES LOIS POUR LES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS LES PLUS VULNÉRABLES	MARIE CARPENTIER	0
PARTENARIAT DE RECHERCHE RACISME ET RADICALISATION AU QUÉBEC : CARTOGRAPHIE DES DISCOURS SOCIAUX CROISÉS DANS, PAR, SUR ET À TRAVERS LES MÉDIAS (2019-2022) (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	PORTANT SUR LES DISCOURS SOCIAUX CROISÉS DE DIFFÉRENTS LOCUTEURS EN INTERACTION DANS, PAR OU À TRAVERS LES MÉDIAS TRADITIONNELS ET SOCIAUX À PROPOS D'ÉVÉNEMENTS OU DÉBATS SURVENUS AU QUÉBEC (2017-2018), CE PROJET VISE À CARTOGRAPHIER CE QUI RELÈVE DU DISCOURS POPULISTE OU RACISTE, VOIRE DU DISCOURS HAINEUX OU RADICALISÉ AU SENS DU DROIT	JEAN-SÉBASTIEN IMBEAULT	4
PARTENARIAT DE RECHERCHE SAVOIRS SUR L'INCLUSION ET L'EXCLUSION DES PERSONNES LGBTQ (2016-2023) (UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL)	DRESSER UN PORTRAIT QUANTITATIF ET QUALITATIF DES PARCOURS ET DES FORMES CONTEMPORAINES D'INCLUSION/EXCLUSION SOCIALE VÉCUS PAR DES PERSONNES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANS ET QUEERS (LGBTQ) RÉSIDANT AU QUÉBEC ET RÉALISER UNE ANALYSE CRITIQUE DES POLITIQUES PUBLIQUES QUÉBÉCOISES ET CANADIENNES LES CONCERNANT	SAMUEL BLOUIN	8
RÉSEAU JUSTICIABILITÉ DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (UNIVERSITÉ LAVAL)	CRÉATION D'UN RÉSEAU DANS LES SUITES DU COLLOQUE CULTURE JURIDIQUE DES DROITS DE LA PERSONNE ET JUSTICIABILITÉ DES DROITS SOCIAUX, JUIN 2019	EVELYNE PEDNEAULT	3

**P.11 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS PAR SECTEUR AU MINISTÈRE ET DANS CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022 ET COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET POUR CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.**

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 22

POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS : 12 %

NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS : 5

POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS : 23 %

**P.12 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET ET PAR CHAQUE ORGANISME QUI EN RELÈVE EN 2021-2022, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.**

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

FIRME	Coût
CROP INC.  QUESTIONS INTÉGRÉES À 3 SONDAGES OMNIBUS POUR MESURER LA PORTÉE ET LA RÉCEPTIVITÉ DE 3 CAPSULES DE NOTRE CAMPAGNE LA COMMISSION POUR VRAI ET L'IMPACT SUR LA PERCEPTION ET LA COMPRÉHENSION DU PUBLIC SUR LES MYTHES PRÉSENTÉS DANS LES CAPSULES LE TOUT AFIN DE MIEUX ORIENTER ET AMÉLIORER NOS PROCHAINES ACTIONS DE COMMUNICATION.	16 700 \$

**P.13 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 :**

- A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;
- B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;
- C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;
- D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

NOM DU CONCOURS	OBJECTIF VISÉ	DATE DE DÉBUT	DATE DE FIN	PRIX REMIS	VALEUR DU PRIX
PRIX DROITS ET LIBERTÉS ÉDITION SPÉCIALE : HOMMAGE PERSONNEL DE LA SANTÉ	DÉCERNER DE LA RECONNAISSANCE À L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE LA SANTÉ DU QUÉBEC. LA PANDÉMIE A MIS EN LUMIÈRE LEUR ENGAGEMENT, LEUR COURAGE ET LEURS EFFORTS ESSENTIELS POUR SAUVEGARDER NOTRE DROIT À LA VIE, À LA SANTÉ ET À LA DIGNITÉ.	18 NOVEMBRE 2021	15 DÉCEMBRE 2021	PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2021	1600\$

**P.14 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2021-2022 :**

- A. LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;**  
**B. LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;**  
**C. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;**  
**D. LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;**  
**E. LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

NOM DE LA CAMPAGNE	COÛTS	NOM DE LA FIRME	DIFFUSION	OBJECTIF VISÉ
À LOUER SANS DISCRIMINER (PRODUCTION DE LA VIDÉO ET DES VISUELS DANS LES CRÉDITS 19-20 ET 20-21) APPARTOGO	2 585 \$	DIFFUSION MÉDIAS SOCIAUX ET WEB (SANS FIRME)	15 AVRIL 2021 AU 30 JUILLET 2021	INFORMER ET OUTILLER LES LOCATEURS ET LES LOCATAIRES, DES DROITS DE CES DERNIER ET DE L'INTERDICTION DE DISCRIMINER DANS LA SÉLECTION DES CANDIDATS À LA LOCATION D'UN LOGEMENT.
	1 000 \$	TECHNOLOGIES AMPLITUDE INC.	6 MAI AU 11 JUIN 2021	
LA COMMISSION POUR VRAI	240,00\$	GROUPE FOCAL	29 SEPTEMBRE 2021 AU 31 MAI 2022 (TOUJOURS ACTIVE)	AIDER À LA COMPRÉHENSION DE DIFFÉRENTS ASPECTS DU TRAVAIL ET DES MANDATS DE LA COMMISSION PAR LA RÉPONSE À DIFFÉRENTS « MYTHES » TEL QUE LA PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ À L'EMPLOI NUISENT AUX EMPLOYEURS OU, LA DPJ ET LA COMMISSION C'EST LA MÊME CHOSE OU ENCORE JE PEUX ME PLAINDRE À LA COMMISSION POUR N'IMPORTE LEQUEL DE MES DROITS. ÉVENTUELLEMENT CONTRIBUER À RÉDUIRE LE NOMBRE D'APPELS POUR DES PLAINTES NON RECEVABLES AFIN DE CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DES DÉLAIS DE L'ACCUEIL DES PLAINTES.
	63 \$	MUSIQUE POUR LA VIDÉO TEASER		
	19 551 \$	DIFFUSION MÉDIAS SOCIAUX		
	23 821 \$	QUÉBECOR MÉDIA		
	4 830 \$	BELL MÉDIA		
	1 169 \$	PLATEFORME DE DIFFUSION EN CONTINUE DE RADIO-CANADA		
DROIT DE COMMUNIQUER	2 923 \$	DIFFUSION MÉDIAS SOCIAUX	1 <sup>ER</sup> , 10, 11, 18, 20, 31 MAI 2021	VIDÉO PRODUITE À L'INTENTION DES JEUNES QUI VIVENT EN CENTRE JEUNESSE OU EN FAMILLE D'ACCUEIL. LA QUESTION DES COMMUNICATIONS EST LE MOTIF NUMÉRO UN DES DEMANDES D'INTERVENTION REÇUES PAR LA COMMISSION EN MATIÈRE DE DROITS DE LA JEUNESSE. OBJECTIFS : <ul style="list-style-type: none"> <li>• PERMETTRE AUX JEUNES QUI VIVENT EN CENTRE JEUNESSE OU EN FAMILLE D'ACCUEIL DE CONNAITRE LEURS DROITS, DONT LE DROIT DE COMMUNIQUER</li> <li>• INFORMER LES PERSONNES QUI TRAVAILLENT AUPRÈS DE CES JEUNES ET L'ENTOURAGE DE CES JEUNES DE LEUR DROIT DE COMMUNIQUER</li> <li>• RÉDUIRE LE NOMBRE DE DEMANDES D'INTERVENTION À LA COMMISSION LIÉES À CE MOTIF</li> </ul>
ACCOMMODEMENT RAISONNABLE DANS LES CAMPS DE JOUR	182 \$	DIFFUSION MÉDIAS SOCIAUX	2 JUIN 2021 AU 15 AOÛT 2021 ET 1 <sup>ER</sup> AU 28 FÉVRIER 2022	CETTE CAMPAGNE S'ADRESSE ENTRE AUTRES AUX GESTIONNAIRES DE CAMPS DE JOUR, AUX PARENTS D'ENFANTS HANDICAPÉS, AUX DÉCIDEURS ET AUX MUNICIPALITÉS. ELLE VISE À RENDRE PLUS INCLUSIVES LES PRATIQUES DES CAMPS DE JOUR, À INFORMER LES PARENTS D'ENFANTS HANDICAPÉS SUR LEURS DROITS ET OBLIGATIONS RELATIFS AUX CAMPS DE JOUR ET À FAIRE CONNAÎTRE AU GRAND PUBLIC LE RÔLE DE LA COMMISSION DANS LA PROTECTION DU DROIT DES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP D'ACCÉDER AUX CAMPS DE JOUR.
	1 103 \$	RÉSEAU D'INFORMATION MUNICIPALE- DIFFUSION SUR LE SITE		
	62 \$	MUSIQUE POUR LES VIDÉOS		
RECROUTER SANS DISCRIMINER (CAMPAGNE PRODUITE EN 2019-2020)	2 646 \$	KOMA FILMS INC.	DROITS DE DIFFUSION POUR 5 ANS (POUR LES ACTEURS MEMBRES UDA FAISANT PARTIE DES VIDÉOS	INFORMER ET SENSIBILISER LES EMPLOYEURS SUR LEURS OBLIGATIONS DE NON-DISCRIMINATION EN MATIÈRE DE RECRUTEMENT PARTICULIÈREMENT SUR LES MOTIFS SANTÉ MENTALE, GROSSESSE, ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES ET ORIGINE; INFORMER LES EMPLOYÉS SUR LEURS DROITS À NE PAS ÊTRE DISCRIMINÉS DANS UN PROCESSUS DE RECRUTEMENT.

**P.15 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2021-2022 :**

- A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
- B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;
- C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCE OU ORGANISME;
- D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES;
- E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

- A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;

7 EMPLOYÉS ET 1 GESTIONNAIRE :

MEISSON AZZARIA : COORDONNATRICE DES COMMUNICATIONS  
SOPHIE AMBROSI : AGENTE D'INFORMATION ET ÉDIMESTRE  
SÉBASTIEN OTIS : AGENT D'INFORMATION (JUSQU'AU 24-10-2021)  
ARNAUD BRIEN-THIFFAULT (À PARTIR DU 13-12-2021)  
DALIA ALACHI : AGENTE D'INFORMATION RESPONSABLE DES MÉDIAS SOCIAUX  
JACK DUHAIME : AGENT D'INFORMATION  
DORETTE TIOMO : TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION  
GENEVIÈVE DORAIS-BEAUREGARD : DIRECTRICE ÉDUCATION-COOPÉRATION ET COMMUNICATIONS

- B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;

166 565.67\$

- C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCE OU ORGANISME;

INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS	NOMBRE DE RENCONTRES	DÉTAIL DES RENCONTRES
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	1	LE PROJET CONJOINT DE FORMATION SUR LE PROFILAGE RACIAL DESTINÉ AUX CORPS POLICIERS.
CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	1	REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS HOMMAGE AU PERSONNEL DE LA SANTÉ À L'HÔPITAL JUIF DE MONTRÉAL.
COMMISSAIRE À LA SANTÉ ET AU BIEN-ÊTRE	1	CÉRÉMONIE DE REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉ 2021 EN HOMMAGE AU PERSONNEL DU RÉSEAU DE LA SANTÉ.

- D. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES;

MELTWATER NEWS CANADA INC. A ÉTÉ PAYÉ LE 2 MARS 2021 POUR 2 ANS : 2 MAI 2021 AU 1 MAI 2023 DONC AUCUN CRÉDIT CETTE ANNÉE POUR LA VEILLE MÉDIATIQUE

- E. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2021-2022 AU SEIN DU CABINET DE LA MINISTRE. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.

AUCUN

**P.20 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLOME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2021-2022. INDIQUER :**

- A. LE LIEU;**
- B. LE COÛT;**
- C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;**
- D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;**
- E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;**
- F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

LIEU	COÛT TOTAL	DATE	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	2972.74 \$	01-04-2021	2	REACT ACADEMY	LES FONDEMENTS DE REACT
QUÉBEC	342.90 \$	01-04-2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL	DROIT INTERNATIONAL DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS
MONTRÉAL	1269.90 \$	14-04-2021	1	AFI EXPERTISE	INTRODUCTION À MICROSOFT POWER APPS
MONTRÉAL	2972.74 \$	03-04-2021	2	REACT ACADEMY	REACT AVANCÉ
MONTRÉAL	405.65 \$	01-04-2021	1	TÉLUQ	COMPORTEMENT ORGANISATIONNEL
MONTRÉAL	476.32 \$	01-04-2021	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	INTRODUCTION À L'ÉTUDE DU DROIT
MONTRÉAL	479.89 \$	01-06-2021	1	TÉLUQ	COMPORTEMENT DU CONSOMMATEUR
MONTRÉAL	391.35 \$	01-04-2021	1	TÉLUQ	MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES À LA GESTION
MONTRÉAL	484.16 \$	01-09-2021	1	TÉLUQ	ANALYSE MICROÉCONOMIQUE
MONTRÉAL	7525.60 \$	07-04-2021	95	CDPDJ	CONFÉRENCE CENTER FOR GENDER ADVOCACY C. ATTORNEY GENERAL OF QUEBEC
MONTRÉAL	308.84 \$	08-04-2021	1	CENTRE DE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE SUR LA DIVERSITÉ ET LA DÉMOCRATIE	COLLOQUE SUR L'INCORPORATION DES TRADITIONS JURIDIQUES AUTOCHTONES AU SYSTÈME JURIDIQUE QUÉBÉCOIS
MONTRÉAL	120.44 \$	12-04-2021	1	SYLVIE LAVOIE	TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE
MONTRÉAL	1374,00 \$	12-04-2021	6	VERSALYS	LOGICIEL NITRO
MONTRÉAL	111.75 \$	13-04-2021	2	SYLVIE LAVOIE	TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE
MONTRÉAL	99.39 \$	15-04-2021	1	CENTRE JUSTICE ET FOI	LIBRE PAROLE ET RÉCIPROCITÉ: ENTRE ÉGALES LIBERTÉS ET BIEN PUBLIC
MONTRÉAL	1374,00 \$	15-04-2021	6	VERSALYS	LOGICIEL NITRO
MONTRÉAL	115.24 \$	15-04-2021	1	CENTRE JUSTICE ET FOI	WEBINAIRE - LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LUTTE AUX EXCLUSIONS
MONTRÉAL	176.14 \$	19-04-2021	2	SYLVIE LAVOIE	ONENOTE ET CLIC QS
MONTRÉAL	39.20 \$	21-04-2021	1	SYLVIE LAVOIE	TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE
MONTRÉAL	1177.39 \$	22-04-2021	4	HENRI TREMBLAY	LE CŒUR DE LA MÉDIATRICE INSTITUTIONNELLE

LIEU	Coût TOTAL	DATE	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	50.64	22-04-2021	1	COMITÉ CONSULTATIF PERSONNES HANDICAPÉES	WEBINAIRE: TÉLÉTRAVAIL ET HANDICAP, OPPORTUNITÉS ET DÉFIS
MONTRÉAL	3670.65 \$	26-04-2021	1	AFI EXPERTISE	ARCHITECTURE TECHNOLOGIQUE MICROSOFT AZURE
MONTRÉAL	667.86 \$	27-04-2021	2	INSTITUT UNIVERSITAIRE SHERPA	ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ POUR LES MIGRANTS SANS ASSURANCE SANTÉ
MONTRÉAL	323.43 \$	27-04-2021	2	SYLVIE LAVOIE	TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE
MONTRÉAL	54.50 \$	29-04-2021	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	L'OPPRESSION ALGORITHMIQUE ET SES IMPLICATIONS POUR LES COMMUNAUTÉS LGBTQ+
MONTRÉAL	69.62 \$	03-05-2021	3	SYLVIE LAVOIE	TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE
MONTRÉAL	3437.50 \$	03-05-2021	1	AFI EXPERTISE	INSTALLER ET ADMINISTRER LES POSTES DE TRAVAIL MODERNES
MONTRÉAL	104.54 \$	04-05-2021	2	SYLVIE LAVOIE	CLIC_MARC
MONTRÉAL	1792.37 \$	05-05-2021	2	UNIVERSITÉ LAVAL	88E CONGRÈS DE L'ACFAS ALLIÉ-E
MONTRÉAL	175.98 \$	05-05-2021	1	CSN	FORMATION SYNDICALE PAR LA CSN
MONTRÉAL	82.90 \$	11-05-2021	2	SYLVIE LAVOIE	TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE
MONTRÉAL	88.07 \$	13-05-2021	2	SYLVIE LAVOIE	TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE
MONTRÉAL	36.33 \$	13-05-2021	1	INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES	WEBINAIRE - A ROADMAP TO LONG-TERM CARE REFORM IN CANADA
MONTRÉAL	75.96 \$	14-05-2021	1	BÉLANGER SAUVÉ	CONFÉRENCE ANNUELLE EN DROIT DU TRAVAIL, 11E ÉDITION
MONTRÉAL	1170.18 \$	14-05-2021	3	DIESE	FORMATION - GABARIT DE MISE EN PAGE
MONTRÉAL	334.12 \$	17-05-2021	2	UNIVERSITÉ D'OTTAWA	ACCÈS ET PARTICIPATION DES ENFANTS LA JUSTICE: BILAN CRITIQUE
MONTRÉAL	345.14 \$	17-05-2021	1	CENTRE DE RECHERCHE UNIVERSITAIRE SUR LES JEUNES ET LES FAMILLES	ÉCOLE D'ÉTÉ SUR LES JEUNES LGBTQ+
MONTRÉAL	581.68 \$	19-05-2021	1	CDPDJ	TECHNIQUE DE RÉDACTION DE PROCÉDURES ET POLITIQUES
MONTRÉAL	124.28 \$	20-05-2021	1	UNIVERSITÉ D'OTTAWA	ACCÈS ET PARTICIPATION DES ENFANTS LA JUSTICE: BILAN CRITIQUE
MONTRÉAL	334.12 \$	20-05-2021	2	UNIVERSITÉ D'OTTAWA	COLLOQUE INTERNATIONAL VIRTUEL DU LRIDE
MONTRÉAL	429.51 \$	20-05-2021	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	TECHNIQUES DE RÉDACTION DE PROCÉDURES ET DE POLITIQUES
MONTRÉAL	18356.10 \$	27-05-2021	142	CDPDJ	FORMATION SUR LES OUTILS D'AIDE AUX TRAITEMENTS
MONTRÉAL	55.70 \$	28-05-2021	2	SYLVIE LAVOIE	TÉLÉPHONE LOGICIEL SMART OFFICE
MONTRÉAL	11655,00 \$	28-05-2021	89	CDPDJ	FORMATION SUR LES OUTILS D'AIDE AUX TRAITEMENTS
MONTRÉAL	3308.43 \$	31-05-2021	19	CNESST	FORMATION PAR LA CNESST À LA CDPDJ

LIEU	Coût TOTAL	DATE	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	2864.90 \$	31-05-2021	1	AFI EXPERTISE	INSTALLER ET ADMINISTRER LES POSTES DE TRAVAIL MODERNES
MONTRÉAL	313.36 \$	01-06-2021	15	SYLVIE LAVOIE	FORMATION ET PROCÉDURE POUR L'INTÉGRATION DES VIDÉOS VOLUMINEUX AU CLIC-MARC
MONTRÉAL	855,00 \$	01-06-2021	1	DIÈSE, SOLUTIONS VISUELLES ET DESIGN INC.	FORMATION GABARIT MISE EN PAGE GOOGLE
MONTRÉAL	294.25 \$	02-06-2021	13	SYLVIE LAVOIE	FORMATION ET PROCÉDURE POUR L'INTÉGRATION DES VIDÉOS VOLUMINEUX AU CLIC-MARC
MONTRÉAL	4030.46 \$	03-06-2021	3	COMMUNICATIONS CASACOM INC.	FORMATION PORTE-PAROLE MÉDIAS
MONTRÉAL	45.41 \$	03-06-2021	1	INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES	WEBINAIRE FEUILLE DE ROUTE POUR UNE RÉFORME DES SOINS DE LONGUE DURÉE AU QUÉBEC
MONTRÉAL	103.77 \$	04-06-2021	1	BARREAU DU QUÉBEC	DROITS, RÉALITÉS AUTOCHTONES ET COMPÉTENCES CULTURELLES
MONTRÉAL	58.37 \$	10-06-2021	3	SYLVIE LAVOIE	SALLES D'ATTENTE ET RENCONTRES TEAMS
MONTRÉAL	151.92 \$	11-06-2021	1	CHAIRE-RÉSEAU DE RECHERCHE SUR LA JEUNESSE DU QUÉBEC	SÉMINAIRE EN LIGNE EMPLOI ET PARTICIPATION SOCIALE DES JEUNES AUTOCHTONES ORGANISÉ
MONTRÉAL	427.47 \$	15-06-2021	11	SYLVIE LAVOIE	FORMATION NOUVEAU PROCESSUS GESTION CONTRACTUELLE
MONTRÉAL	289.01 \$	16-06-2021	13	SYLVIE LAVOIE	FORMATION ET PROCÉDURE POUR CONSULTER LES DOCUMENTS VOLUMINEUX AU CLIC-MARC
MONTRÉAL	4163.08 \$	16-06-2021	3	COMMUNICATIONS CASACOM INC.	FORMATION PORTE-PAROLE MÉDIAS
MONTRÉAL	4897.14 \$	17-06-2021	41	CDPDJ	FORMATION SUR LES PRÉJUGÉS RATTACHÉS AUX DIFFÉRENTS MOTIFS DE PROFILAGE DISCRIMINATOIRE
MONTRÉAL	167.56 \$	22-06-2021	1	BARREAU DU QUÉBEC	ENJEUX JURIDIQUES SUR LA VACCINATION EN MILIEU DE TRAVAIL
MONTRÉAL	1808.58 \$	28-06-2021	1	AFI EXPERTISE	PRINCIPES FONDAMENTAUX DE MICROSOFT AZURE
MONTRÉAL	50.64 \$	29-06-2021	1	FORMATION LANGLOIS	LES ENJEUX DU TÉLÉTRAVAIL POST-PANDÉMIE: CONCILIER VOLONTÉ ET RÉALITÉ
MONTRÉAL	1347.50 \$	30-06-2021	1	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	PROGRAMME GOUVERNEMENTAL D'APPRENTISSAGE DU GESTIONNAIRE LEADER
MONTRÉAL	343.30 \$	19-07-2021	2	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	2876.85 \$	19-07-2021	1	AFI EXPERTISE	MICROSOFT AZURE ADMINISTRATEUR
MONTRÉAL	150.26 \$	02-08-2021	1	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	26.99 \$	04-08-2021	2	SYLVIE LAVOIE	FORMATION KIWI
MONTRÉAL	187.71 \$	11-08-2021	2	LEXISNEXIS	LEXIS ADVANCE QUICKLAW

LIEU	Coût TOTAL	DATE	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	40.89 \$	24-08-2021	3	SYLVIE LAVOIE	FORMATION GESTION CONTRACTUELLE
MONTRÉAL	187.93 \$	30-08-2021	2	SYLVIE LAVOIE	FORMATION CLIC_QS ET RECHERCHE DANS LE CLIC_MARC
MONTRÉAL	2644.26 \$	07-09-2021	11	CENTRE DE RECHERCHE UNIVERSITAIRE SUR LES JEUNES ET LES FAMILLES	RECUEILLIR LA PAROLE DES ENFANTS
MONTRÉAL	163.58 \$	08-09-2021	2	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	127.78 \$	21-09-2021	1	BARREAU DU QUÉBEC	LA QUÉRULANCE: APPRENDRE À LA DÉCELER ET À COMPOSER AVEC LES PLAIDEURS QUÉRULENTS
MONTRÉAL	612.33 \$	29-09-2021	1	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	PHOTOSHOP
MONTRÉAL	798.12 \$	07-10-2021	3	SPIRALIS CONSULTANTS INC.	LES ÉMOTIONS EN MÉDIATION
MONTRÉAL	6605.15 \$	13-10-2021	75	GROUPE D'AIDE & D'INFO. SUR HARCÈLEMENT SEX. AU TRAVAIL PROVINCE QUÉBEC	ACTIVITÉ DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION "POLITIQUE HARCÈLEMENT ETC."
MONTRÉAL	146.31 \$	19-10-2021	2	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	4049.61 \$	22-10-2021	12	CENTRE DE RECHERCHE UNIVERSITAIRE SUR LES JEUNES ET LES FAMILLES	RECUEILLIR LA PAROLE DES ENFANTS
MONTRÉAL	242.35 \$	26-10-2021	4	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	5997.53 \$	27-10-2021	61	GROUPE D'AIDE & D'INFO. SUR HARCÈLEMENT SEX. AU TRAVAIL PROVINCE QUÉBEC	ACTIVITÉ DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION "POLITIQUE HARCÈLEMENT ETC."
MONTRÉAL	290.82 \$	01-11-2021	4	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	773.91 \$	02-11-2021	8	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	96.95 \$	03-11-2021	1	FONDATION DU BARREAU DU QUÉBEC	RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE: LE CONJOINT DE FAIT DEVRAIT-IL ÊTRE UN HÉRITIER LÉGAL ?
MONTRÉAL	515.94 \$	08-11-2021	8	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	299.72 \$	11-11-2021	1	CHAIRE DE RECHERCHE SUR LA DIVERSITÉ SEXUELLE ET LA PLURALITÉ DES GENRES	JOURNÉES ANNUELLES SAVIE-LGBTQ
MONTRÉAL	24.21 \$	22-11-2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL	ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LE SEXE, DANS UNE PERSPECTIVE INTERSECTIONNELLE
MONTRÉAL	109.16 \$	22-11-2021	1	UNIVERSITÉ LAVAL	L'ÉTHIQUE ORGANISATIONNELLE À L'ÈRE NUMÉRIQUE
MONTRÉAL	196.90 \$	23-11-2021	2	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	1042.40 \$	24-11-2021	2	LSJPA	FORMATION SUR LA LSJPA - JOURNÉES DES JURISTES LSJPA - 5E ÉDITION

LIEU	Coût TOTAL	DATE	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	198.90 \$	24-11-2021	2	ÉQUIPE DE RECHERCHE SUR LE PLACEMENT ET L'ADOPTION	L'ACCÈS AUX INFORMATIONS CONSIGNÉES AU DOSSIER D'ADOPTION DEPUIS LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI 113 EN ADOPTION QUÉBÉCOISE
MONTRÉAL	2526.62 \$	25-11-2021	18	CDPDJ	FORMATION SUR L'ARRÊT WARD
MONTRÉAL	2460,00 \$	29-11-2021	1	AFI EXPERTISE	DÉVELOPPER DES SOLUTIONS POUR MICROSOFT AZURE
MONTRÉAL	7939.10 \$	29-11-2021	2	AFI EXPERTISE	DÉVELOPPER DES SOLUTIONS POUR MICROSOFT AZURE
MONTRÉAL	157.52 \$	30-11-2021	2	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	56.24 \$	30-11-2021	1	BARREAU DU QUÉBEC	LA SANTÉ MENTALE AU TRAVAIL, C'EST L'AFFAIRE DE TOUS
MONTRÉAL	187.45 \$	30-11-2021	1	BARREAU DU QUÉBEC	LE LANGAGE CLAIR, DÉVELOPPER L'ART DE SE FAIRE COMPRENDRE
MONTRÉAL	96.95 \$	30-11-2021	1	JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	VACCINATION DES ENFANTS CONTRE LA COVID: QUAND LES PARENTS NE S'ENTENDENT PAS
MONTRÉAL	178.38 \$	01-12-2021	3	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	175.98 \$	01-12-2021	1	BANQ	RDA TOOLKIT
MONTRÉAL	4800.52 \$	01-12-2021	16	DROLET DOUVILLE ET ASSOCIÉS INC.	SESSION DE SENSIBILISATION : HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE
MONTRÉAL	123.00 \$	06-12-2021	2	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	374.66 \$	07-12-2021	6	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	93.73 \$	08-12-2021	1	L'OBSERVATOIRE DES PROFILAGES	COMMISSION VIENS: 2 ANS PLUS TARD
MONTRÉAL	86.43 \$	08-12-2021	1	JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	FILIATION LAW FOR DIVERSE FAMILIES
MONTRÉAL	134.44 \$	08-12-2021	1	JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	FORMATIONS PARENTALES CONTEMPORAINES
MONTRÉAL	377.28 \$	08-12-2021	3	JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	LE DROIT QUÉBÉCOIS DE LA FILIATION FAIT-IL PLACE AU LARGE ÉVENTAIL DE FORMATIONS PARENTALES CONTEMPORAINES
MONTRÉAL	156.81 \$	13-12-2021	2	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	23233.75 \$	14-12-2021	150	JEAN-FRANÇOIS ALLARD	CONFÉRENCE GESTION DU STRESS AU TRAVAIL
MONTRÉAL	98.40 \$	14-12-2021	2	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	227.31 \$	15-12-2021	1	RETRAITE QUÉBEC	ADMINISTRATION DES RÉGIMES DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC
MONTRÉAL	151.98 \$	20-12-2021	2	SYLVIE LAVOIE	FORMATION OUTILS DE TRAVAIL
MONTRÉAL	26.14 \$	22-12-2021	2	SYLVIE LAVOIE	FORMATION PLANNER
MONTRÉAL	82.90 \$	22-12-2021	2	SYLVIE LAVOIE	MISE À NIVEAU POUR RETOUR AU TRAVAIL
MONTRÉAL	4102.20 \$	12-01-2022	12	SOLUTIONS & CIE.	TRAITER AVEC LES CLIENTS DIFFICILES

LIEU	Coût TOTAL	DATE	NOMBRE	ORGANISME	TITRE DE L'ACTIVITÉ
MONTRÉAL	227.31 \$	18-01-2022	1	RETRAITE QUÉBEC	DONNÉES DE PARTICIPATION - RETRAITE QUÉBEC
MONTRÉAL	1558.15 \$	19-01-2022	4	ISARTA INC.	BÂTIR UN PLAN DE COMMUNICATION EFFICACE
MONTRÉAL	113.65 \$	21-01-2022	1	RETRAITE QUÉBEC	FORMATION FACTEUR D'ÉQUIVALENCE - RETRAITE QUÉBEC
MONTRÉAL	99.38 \$	25-01-2022	1	MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU QUÉBEC	OÙ EST LE QUÉBEC DANS SA LUTTE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE ?
MONTRÉAL	3482.43 \$	25-01-2022	9	SOLUTIONS & CIE.	TRAITER AVEC LES CLIENTS DIFFICILES
MONTRÉAL	113.65 \$	27-01-2022	1	RETRAITE QUÉBEC	DÉCLARATION ANNUELLE 2021 - RETRAITE QUÉBEC
MONTRÉAL	150.56 \$	28-01-2022	1	UNIVERSITÉ LAVAL	VERS UNE RÉFORME DE L'ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS SUR LA SANTÉ POUR DES FINS DE RECHERCHES AU QUÉBEC: RÉACTIONS PRÉLIMINAIRES AU PROJET DE LOI 19
MONTRÉAL	992.10 \$	03-02-2022	8	CDPDJ	FORMATION DES SITES DE COLLABORATION
MONTRÉAL	54.50 \$	04-02-2022	1	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	L'ÉMANCIPATION ET L'AUTONOMIE JURIDIQUE DES ADOLESCENTS
MONTRÉAL	227.31 \$	10-02-2022	1	RETRAITE QUÉBEC	FORMATION RACHATS PAR RETRAITE QUÉBEC
MONTRÉAL	2310.45 \$	10-02-2022	9	SOLUTIONS & CIE.	GESTION DES SITUATIONS DÉLICATES AVEC LA CLIENTÈLE
MONTRÉAL	72.66 \$	16-02-2022	1	ORDRE PROFESSIONNEL DES CRIMINOLOGUES DU QUÉBEC	CONFÉRENCE DE ME AUDREY TURMEL SUR LA LEVÉE DU SECRET PROFESSIONNEL
MONTRÉAL	227.31 \$	17-02-2022	1	RETRAITE QUÉBEC	FORMATION PRESTATIONS
MONTRÉAL	1676.25 \$	22-02-2022	9	SOLUTIONS & CIE.	GESTION DES SITUATIONS DÉLICATES AVEC LA CLIENTÈLE
MONTRÉAL	227.32 \$	24-02-2022	1	RETRAITE QUÉBEC	FORMATION CSTD: CONGÉ SABBATIQUE À TRAITEMENT DIFFÉRÉ, DÉPART, ETC.
MONTRÉAL	330.48 \$	25-02-2022	1	BARREAU DE MONTRÉAL	RENDEZ-VOUS SUR LE DROIT CARCÉRAL - TOUT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR
QUÉBEC	357.32 \$	25-02-2022	1	BARREAU DE QUÉBEC	RENDEZ-VOUS SUR LE DROIT CARCÉRAL - TOUT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR

**P.21 POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE :**

- A. LE NOMBRE DE RENCONTRES, DE REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS;**
- B. LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER, EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE;**
- C. LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION;**
- D. LA LISTE DES PARTICIPANTS À DES COLLOQUES OU À DES CONGRÈS, ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.**

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**A) NOMBRE DE RENCONTRES, REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS**

<b>RENCONTRES</b>	<b>REPAS</b>	<b>RÉUNION</b>	<b>FRAIS AFFÉRENTS</b>
0	0	4	231 \$

**B) LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE**

<b>PERSONNES À RENCONTRER</b>	<b>BUT DE LA RENCONTRE</b>
Réunion de la Présidence et des commissaires	695 <sup>e</sup> Séance de la Commission, 17 septembre 2021
Réunion des gestionnaires de la Commission	Planification stratégique, 9 novembre 2021
Réunion de la Présidence et des commissaires	697 <sup>e</sup> Séance de la Commission, 19 novembre 2021
Réunion de la Présidence et des commissaires	698 <sup>e</sup> Séance de la Commission, 17 décembre 2021

**C) FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION;**

<b>FRAIS DE DÉPLACEMENT</b>	<b>FRAIS DE VOYAGE</b>	<b>FRAIS DE REPAS</b>	<b>FRAIS DE REPRÉSENTATION</b>
6 792 \$	0	0	2 086 \$

**D) LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES, DES CONGRÈS ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS**

**AUCUNE**

<b>COLLOQUES OU CONGRÈS</b>	<b>LISTE DES PARTICIPANTS</b>	<b>COÛTS AFFÉRENTS</b>

**P.22 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN, POUR 2021-2022 :**

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;**
- B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;**
- C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.**

**FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.**

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

AUCUN.

**P.70 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2021-2022 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :**

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;**
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;**
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;**
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2022-2023 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;**
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT;**
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

<b>MANDATAIRES</b>	<b>TAUX</b>	<b>MOIS</b>	<b>OBJET</b>	<b>MONTANT DES HONORAIRES</b>
ME FRANCIS MELOCHE 800 SQUARE VICTORIA, #720 C.P.156, MONTRÉAL, QC H4Z 1A1	300 \$/H	MAI 2021 À FÉVRIER 2022	SERVICES-CONSEIL RELATIONS DE TRAVAIL	5 475 \$
NOËL ET ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L. 111, RUE CHAMPLAIN GATINEAU, QC J8X 3R1	300 \$/H	AVRIL 2021 À JANVIER 2022	CORRESPONDANT DE LA CDPDJ DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA	2 110 \$
MONETTE BARAKETT, S.E.N.C. 4, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 600 MONTRÉAL, QC H3B 2E7	300 \$/H	MAI 2021 À FÉVRIER 2022	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA COMMISSION	5 880 \$
<b>TOTAL DES HONORAIRES</b>				<b>13 465 \$</b>

**P.72 LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATION, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2021-2022.**

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

<b>MANDATAIRES</b>	<b>TAUX</b>	<b>OBJET</b>	<b>MONTANT DES HONORAIRES</b>
MELOCHE, FRANCIS	300 \$/H	SERVICES-CONSEIL RELATIONS DE TRAVAIL	5 475 \$
NOËL ET ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.	300 \$/H	CORRESPONDANT DE LA CDPDJ DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA	2 110 \$
MONETTE BARAKETT, S.E.N.C.	300 \$/H	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA COMMISSION	5 880 \$

**P.151 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2021-2022. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D'ACTIVITÉS OÙ SE SÉRAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE / BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	NP/NA *	TOTAL 2021-2022 28 FÉVRIER
ÂGE	28	20	10	5	4	2	69
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	31	1	1	0	1	0	34
CONDITIONS SOCIALES	4	25	3	7	2	0	41
CONVICTIONS POLITIQUES	0	0	1	1	0	0	2
ÉTAT CIVIL	5	7	4	1	0	0	17
EXPLOITATION	0	0	2	0	209	0	211
GROSSESSE	14	1	0	0	0	0	15
HANDICAP	79	10	67	111	14	4	285
IDENTITÉ OU EXPRESSIONS DU GENRE	5	2	1	0	0	0	8
LANGUE	9	0	8	1	0	0	18
ORIENTATION SEXUELLE	5	4	4	0	5	0	18
RACE / COULEUR / ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	64	17	60	11	70	0	222
RELIGION	5	0	5	0	4	0	14
SEXE	19	7	15	0	7	0	48
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	1	2	2	0	1	611	617
<b>TOTAL</b>	<b>269</b>	<b>96</b>	<b>183</b>	<b>137</b>	<b>317</b>	<b>617</b>	<b>1619</b>
<b>% 2021-2022</b>	<b>17%</b>	<b>6%</b>	<b>11%</b>	<b>8%</b>	<b>20%</b>	<b>38%</b>	<b>100%</b>
<b>% 2020-2021</b>	<b>22%</b>	<b>7%</b>	<b>12%</b>	<b>12%</b>	<b>22%</b>	<b>24%</b>	<b>100%</b>

\*LE MOTIF ET LE SECTEUR N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ SPÉCIFIÉS.

\*\* LA MÉTHODE DE CALCUL A ÉTÉ MODIFIÉE POUR TENIR COMPTE DES PLAINTES DÉPOSÉES NON ENCORE TRAITÉES EN ENQUÊTES. À NOTER QU'UNE PARTIE IMPORTANTE DES PLAINTES N'EST PAS ENCORE CATÉGORISÉE, CAR N'A PAS ENCORE FAIT L'OBJET DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE.

LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2022 INDIQUENT UNE DIMINUTION DU NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES À LA COMMISSION DE 7% EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. CE NOMBRE PASSANT DE 1737 À 1619.

LES 3 MOTIFS DE DISCRIMINATION PRÉDOMINANT DANS LES PLAINTES SONT : LE HANDICAP (18%), RACE/COULEUR/ ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE (14%) ET LES PLAINTES OU DÉNONCIATIONS EN EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES (13%). LE SECTEUR DU TRAVAIL REPRÉSENTE QUANT À LUI 17% DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES REÇUES.

DE FAÇON CROISÉE, LES PLAINTES FONDÉES SUR LE MOTIF DE HANDICAP REPRÉSENTENT 81% DES PLAINTES DU SECTEUR ACCÈS TRANSPORT ET LIEUX PUBLICS. DANS LE SECTEUR DU TRAVAIL, LES MOTIFS DE HANDICAP (29%) ET DE RACE/COULEUR/ ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE (24%).

## PLAINTES CHARTE PAR RÉGION

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2021-2022 (28 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	13
BAS-SAINT-LAURENT	18
CAPITALE NATIONALE	120
CHAUDIÈRE-APPALACHES	33
CÔTE-NORD	14
ESTRIE	52
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	10
LANAUDIÈRE	80
LAURENTIDES	93
LAVAL	58
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	52
MONTÉRÉGIE	168
MONTRÉAL	460
NORD-DU-QUÉBEC	1
OUTAOUAIS	60
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	35
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	352
<b>TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE CHARTE</b>	<b>1619</b>

\*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

\*\* LA MÉTHODE DE CALCUL A ÉTÉ MODIFIÉE POUR TENIR COMPTE ÉGALEMENT DES PLAINTES DÉPOSÉES NON ENCORE TRAITÉES EN ENQUÊTES ET EN Y EXCLUANT LES DEMANDES D'INFORMATIONS. À NOTER QU'UNE PARTIE IMPORTANTE DES PLAINTES N'EST PAS ENCORE CATÉGORISÉE, CAR N'A PAS ENCORE FAIT L'OBJET DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE.

## DOSSIERS OUVERTS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2021-2022 (28 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5
BAS-SAINT-LAURENT	9
CAPITALE NATIONALE	46
CHAUDIÈRE-APPALACHES	15
CÔTE-NORD	7
ESTRIE	18
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2
LANAUDIÈRE	28
LAURENTIDES	42
LAVAL	25
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	15
MONTÉRÉGIE	70
MONTRÉAL	159
NORD-DU-QUÉBEC	1
OUTAOUAIS	21
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	7
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	13
<b>TOTAL DOSSIERS OUVERTS</b>	<b>483</b>

\*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

\*\* À NOTER QUE LES DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT DES PLAINTES REÇUES DURANT LA MÊME ANNÉE DE RÉFÉRENCE.

LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2022 INDIQUENT UNE DIMINUTION DE 26% DES OUVERTURES D'ENQUÊTE À L'ISSU DE L'ANALYSE DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES. CETTE AMÉLIORATION DÉMONTRE LE RÔLE APPROPRIÉ DE FILTRAGE PAR LA COMMISSION, AFIN DE NE PAS ENGORGER LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE DE PLAINTES NON RECEVABLES OU DONT LA PREUVE NE SERAIT PAS SUFFISANTE ET DE RÉFÉRER LES PLAIGNANTS VERS LES RECOURS APPROPRIÉS LORSQUE LA COMMISSION N'A PAS COMPÉTENCE.

## DOSSIERS FERMÉS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2021-2022 (28 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10
BAS-SAINT-LAURENT	20
CAPITALE NATIONALE	114
CHAUDIÈRE-APPALACHES	28
CÔTE-NORD	7
ESTRIE	47
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	13
LANAUDIÈRE	60
LAURENTIDES	82
LAVAL	66
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	55
MONTÉRÉGIE	204
MONTRÉAL	541
NORD-DU-QUÉBEC	1
OUTAOUAIS	42
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	35
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	76
<b>TOTAL DOSSIERS FERMÉS</b>	<b>1401</b>

\*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

\*\* LA MÉTHODE DE CALCUL A ÉTÉ MODIFIÉE POUR Y INCLURE L'ENSEMBLE DES PLAINTES TRAITÉS ET FINALISÉS, Y COMPRIS CEUX AYANT ÉTÉ FERMÉS ADMINISTRATIVEMENT OU AVANT DÉCISION.

AU 28 FÉVRIER 2022, LE NOMBRE DE PLAINTES TRAITÉES ET FINALISÉES POUR L'ANNÉE 2021-2022 A AUGMENTÉ DE 3% COMPARATIVEMENT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE (DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2021).

### NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF

	2021-2022 (28 FÉV)
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	30
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	4
<b>TOTAL</b>	<b>34</b>

LA COMMISSION TRAITE DES DOSSIERS D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES ET DE PERSONNES HANDICAPÉES, SOIT À PARTIR DU DÉPÔT D'UNE PLAINTÉ PAR LA VICTIME ELLE-MÊME OU À LA SUITE D'UNE DÉNONCIATION FAITE PAR UN TIERS. DANS CE DERNIER CAS, L'ENQUÊTE EST INITIÉE PAR LA COMMISSION.

AU 28 FÉVRIER 2022, LA COMMISSION A REÇU 211 DEMANDES D'ENQUÊTE VISANT UNE POSSIBLE SITUATION D'EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES OU HANDICAPÉES. DE CE NOMBRE, ELLE A OUVERT 34 ENQUÊTES CE QUI EST INFÉRIEUR À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE QUI COMPTAIT 49 ENQUÊTES ET 230 DEMANDES D'ENQUÊTE POUR CE MOTIF.

LE NOMBRE DE DEMANDES INTRODUCTIVES D'INSTANCE PRÉSENTÉES PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 28 FÉVRIER 2022 EST DE 35. LE NOMBRE DE DOSSIERS ACTIFS DEVANT LE TRIBUNAL EST DE 65, ET CE, POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2021 AU 28 FÉVRIER 2022.

### NOMBRE DE PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PAR MOTIF

	2021-2022 28 FÉVRIER
ÂGE	0
ÉTAT CIVIL	0
GROSSESSE	1
HANDICAP	36
IDENTITÉ OU EXPRESSION DU GENRE	0
LANGUE	0
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	0
RELIGION	0
SEXE	1
<b>TOTAL</b>	<b>38</b>

\* LA MÉTHODE DE CALCUL A ÉTÉ MODIFIÉE POUR Y INCLURE TOUTES LES PLAINTES REÇUES ET NON SEULEMENT LES DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS À L'ISSU DE LA PLAINTÉ.

AU 28 FÉVRIER 2022, LE NOMBRE DE PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE A DIMINUÉ DE 53% PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

**P.152 LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2021-2022 ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

1. SUIVI EN COURS
2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE
3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)

<ul style="list-style-type: none"> <li>○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 83, <i>LOI CONCERNANT PRINCIPALEMENT L'ADMISSIBILITÉ AU RÉGIME D'ASSURANCE MALADIE ET AU RÉGIME GÉNÉRAL D'ASSURANCE MÉDICAMENTS DE CERTAINS ENFANTS DONT LES PARENTS ONT UN STATUT MIGRATOIRE PRÉCAIRE</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• DEMANDE AUDITION LE 21 AVRIL 2021 COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</li> </ul> </li> </ul>	2
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ AVIS SUR LE PASSEPORT D'IMMUNITÉ <ul style="list-style-type: none"> <li>• INITIATIVE AVIS RENDU PUBLIC LE 21 MAI 2021</li> </ul> </li> </ul>	2
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ AVIS SUR LES OBLIGATIONS JURIDIQUES DES CAMPS DE JOUR À L'ENDROIT DES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP <ul style="list-style-type: none"> <li>• INITIATIVE AVIS RENDU PUBLIC LE 2 JUIN 2021 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ LETTRE AYANT POUR OBJET LES AMÉNAGEMENTS DE L'ESPACE PUBLIC DANS LES ARRONDISSEMENTS MONTRÉALAIS — ENJEUX D'ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP <ul style="list-style-type: none"> <li>• INITIATIVE ENVOI LE 23 JUILLET 2021 VILLE DE MONTRÉAL</li> </ul> </li> </ul>	2
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ COMMENTAIRES SUR L'ÉVOLUTION DE LA LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE <ul style="list-style-type: none"> <li>• DEMANDE AUDITION LE 9 AOÛT 2021 COMMISSION SPÉCIALE SUR L'ÉVOLUTION DE LA LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE</li> </ul> </li> </ul>	2
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ COMMENTAIRES SUR LA VACCINATION OBLIGATOIRE CONTRE LA COVID-19 <ul style="list-style-type: none"> <li>• DEMANDE AUDITION LE 27 AOÛT 2021 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS</li> </ul> </li> </ul>	2
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ MÉMOIRE SUR LA RECONNAISSANCE DE LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE DANS LE MILIEU UNIVERSITAIRE <ul style="list-style-type: none"> <li>• DEMANDE AUDITION LE 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2021 COMMISSION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE INDÉPENDANTE SUR LA RECONNAISSANCE DE LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE DANS LE MILIEU UNIVERSITAIRE</li> </ul> </li> </ul>	2
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 101, LOI VISANT À RENFORCER LA LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS ET TOUTE AUTRE PERSONNE MAJEURE EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ AINSI QUE LA SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX <ul style="list-style-type: none"> <li>• DEMANDE AUDITION LE 29 SEPTEMBRE 2021 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 96, LOI SUR LA LANGUE OFFICIELLE ET COMMUNE DU QUÉBEC, LE FRANÇAIS <ul style="list-style-type: none"> <li>• DEMANDE AUDITION LE 6 OCTOBRE 2021 COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 1, LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE AFIN D'AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ AU RÉSEAU DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE ET DE COMPLÉTER SON DÉVELOPPEMENT <ul style="list-style-type: none"> <li>• INITIATIVE ENVOI LE 22 NOVEMBRE 2021 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS</li> </ul> </li> </ul>	1

<ul style="list-style-type: none"> <li>○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 2, LOI PORTANT SUR LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE EN MATIÈRE DE FILIATION ET MODIFIANT LE CODE CIVIL EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNALITÉ ET D'ÉTAT CIVIL <ul style="list-style-type: none"> <li>• DEMANDE</li> <li>AUDITION LE 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2021</li> <li>ENVOI DU MÉMOIRE LE 24 JANVIER 2022</li> <li>COMMISSION DES INSTITUTIONS</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ LETTRE AYANT POUR OBJET LA MISE EN APPLICATION DU PROTOCOLE DE PRIORISATION POUR L'ACCÈS AUX SOINS INTENSIFS EN CONTEXTE EXTRÊME DE PANDÉMIE <ul style="list-style-type: none"> <li>• INITIATIVE</li> <li>ENVOI LE 14 DÉCEMBRE 2021</li> <li>MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</li> </ul> </li> </ul>	2
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI NO 9, LOI SUR LE PROTECTEUR NATIONAL DE L'ÉLÈVE <ul style="list-style-type: none"> <li>• DEMANDE</li> <li>AUDITION LE 19 JANVIER 2022</li> <li>COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ LETTRE CONJOINTE (BARREAU DU QUÉBEC) SUR LES DÉCRETS ET ARRÊTÉS EN LIEN AVEC LA COVID SUR LE RESSERREMENT DES MESURES SANITAIRES ET JUSTIFICATION DES RESTRICTIONS AUX DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE <ul style="list-style-type: none"> <li>• INITIATIVE CONJOINTE</li> <li>ENVOI LE 20 JANVIER 2022</li> <li>BUREAU DU PREMIER MINISTRE</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ LETTRE AYANT POUR OBJET L'ACCÈS AUX TESTS PCR RÉALISÉS EN CLINIQUE DE DÉPISTAGE POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP <ul style="list-style-type: none"> <li>• INITIATIVE</li> <li>ENVOI LE 3 FÉVRIER 2022</li> <li>MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI N° 15, LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES <ul style="list-style-type: none"> <li>• DEMANDE</li> <li>AUDITION LE 9 FÉVRIER 2022</li> <li>COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX</li> </ul> </li> </ul>	1
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 4, LOI RENFORÇANT LA GOUVERNANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET MODIFIANT D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES AUX DISPOSITIONS DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE <ul style="list-style-type: none"> <li>• INITIATIVE</li> <li>ENVOI LE 22 FÉVRIER 2022</li> <li>COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES</li> </ul> </li> </ul>	1

#### ESTIMATION DES DÉPENSES RELIÉES AU VOLET RECOMMANDATIONS ET AVIS :

	RÉMUNÉRATION		FONCTIONNEMENT
	PROFESSIONNELS	EMPLOIS TECHNIQUE ET BUREAU	
<b>NOMBRE ETC UTILISÉS</b>	<b>7.5</b>	<b>2</b>	
<b>ETC TOTAL DES EFFECTIFS RECHERCHE</b>	9.54	3.00	
POURCENTAGE	<b>78.6 %</b>	<b>50.1 %</b>	
<b>RÉMUNÉRATION RCH COMPLÈTE</b>	831 303 \$	347 684 \$	*
RÉMUNÉRATION (SELON NOMBRE ETC...)	<b>653 540 \$</b>	<b>174 278 \$</b>	
<b>RÉMUNÉRATION TOTALE CDPDJ</b>	12 647 253 \$	12 547 253 \$	*
POURCENTAGE	<b>5.2 %</b>	<b>1.4 %</b>	
<b>FRAIS DE DÉPLACEMENT</b>			2 424 \$
<b>FRAIS DE DÉPLACEMENT CDPDJ</b>			32 841 \$
POURCENTAGE			<b>7.4 %</b>
TOTAL DES DÉPENSES RCH (UTILISÉ)			<b>830 242 \$</b>
<b>TOTAL DES DÉPENSES CDPDJ</b>			<b>15 499 013 \$</b>
POURCENTAGE SUR BUDGET TOTAL CDPDJ			<b>5,4 %</b>

\* EXCLUANT CONTRIBUTION EMPLOYEUR

## P.153 DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.

### COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, IL NOUS APPARAÎT IMPORTANT DE DONNER UNE VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS POUR BIEN COMPRENDRE LES RÉSULTATS EN TERMES DE DÉLAIS.

#### DEMANDES À L'ACCUEIL

	2021-2022 (28 FÉV)
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	8 242
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	952
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	174
<b>TOTAL</b>	<b>9 368</b>

LES DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2022, EN COMPARAISON AVEC L'ANNÉE PRÉCÉDENTE, INDIQUENT UNE HAUSSE DE 2460 DEMANDES DANS LE SECTEUR DES DROITS DE LA PERSONNE, CE QUI CORRESPOND À UNE AUGMENTATION DE 42%. CETTE AUGMENTATION EST DE 10% DANS LE SECTEUR DES DROITS DE LA JEUNESSE, SOIT 82 DEMANDES DE PLUS QUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. EN EFFET, AU COURS DE L'ANNÉE, LE CONTEXTE PANDÉMIQUE A ENGENDRÉ UN GRAND NOMBRE DE SOLlicitATIONS AUPRÈS DE NOS SERVICES, TEL QUE NOTAMMENT DES DEMANDES D'INFORMATION OU DES PLAINTES EN LIEN AVEC LES DIFFÉRENTES MESURES SANITAIRES IMPOSÉES PAR LE GOUVERNEMENT, LES CONDITIONS D'EXCEPTION DU MASQUE OU DE LA VACCINATION, ETC.; ET CE MÊME PARFOIS SI NOUS N'ÉTIONS PAS FORCÉMENT LE BON ORGANISME INTERLOCUTEUR.

#### 1. LES PLAINTES EN CHARTE

	2021-2022 (28 FÉV)
	TOTAL
<b>NOMBRE DE PLAINTES CHARTE</b>	<b>1619</b>

\* A NOTER QUE LE MODE DE CALCUL A ÉTÉ MODIFIÉ PAR RAPPORT AUX ANNÉES PRÉCÉDENTES. AFIN DE RENDRE MIEUX COMPTE DES PLAINTES TRANSMISES À LA COMMISSION, UNE DISTINCTION PLUS FINE A ÉTÉ OPÉRÉE AFIN D'EN EXCLURE LES DEMANDES D'INFORMATION SPÉCIALISÉE. PAR AILLEURS, IL S'AGIT ICI DES PLAINTES REÇUES AFIN D'EN DÉTERMINER LA RECEVABILITÉ.

ON CONSTATE QU'IL Y A EU BEAUCOUP DE DEMANDES À L'ACCUEIL, MAIS QUE DE CES DEMANDES, LES PLAINTES TRANSMISES À LA COMMISSION ONT DIMINUÉ DE 117 EN COMPARAISON À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

#### 2. DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS

	2021-2022 (28 FÉV)
	TOTAL
<b>NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS PENDANT 2021-2022</b>	<b>483</b>

UNE FOIS L'ANALYSE DE LA RECEVABILITÉ COMPLÉTÉE, LES PLAINTES JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE. LES DONNÉES, AU 28 FÉVRIER 2022, INDIQUE UNE BAISSSE DE 174 DOSSIERS, SOIT UNE DIMINUTION DE 26% PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. À NOTER QUE LES DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT DES PLAINTES REÇUES DURANT LA MÊME ANNÉE DE RÉFÉRENCE.

#### 3. DOSSIERS FERMÉS

	2021-2022 (28 FÉV)
	TOTAL
<b>NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS</b>	<b>1401</b>

\*A NOTER QUE LE MODE DE CALCUL A ÉTÉ MODIFIÉ PAR RAPPORT AUX ANNÉES PRÉCÉDENTES, AFIN DE RENDRE COMPTE DU TRAITEMENT DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS REÇUES ET NON SEULEMENT DES DOSSIERS FERMÉS À LA SUITE D'UNE DÉCISION.

UN DOSSIER FERMÉ EST TOUTE PLAINTÉ AYANT ÉTÉ TRAITÉE ET FINALISÉE. CELA COMPREND AUTANT LES PLAINTES JUGÉES NON RECEVABLES APRÈS ANALYSE, QUE LES PLAINTES FERMÉES ADMINISTRATIVEMENT, OU ENCORE SUITE À LA DÉCISION DE LA COMMISSION. CELA PEUT DONC ÊTRE À LA SUITE D'UNE INSUFFISANCE DE PREUVE, D'UN RÈGLEMENT ENTRE LES PARTIES OU ENCORE DE L'OBTENTION D'UN JUGEMENT DU TRIBUNAL.

AU 28 FÉVRIER 2022, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET FINALISÉS POUR L'ANNÉE 2021-2022 A AUGMENTÉ DE 2% COMPARATIVEMENT À L'EXERCICE PRÉCÉDENT.

#### 4. LES DÉLAIS

SANS JUDICIARISATION	2021-2022 (28 FÉV)
	TOTAL
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT (EN JOURS) TOUTES PLAINTES	287
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENQUÊTES (EN JOURS)	452

LE CALCUL DU DÉLAI SE FAIT À PARTIR DE TOUS LES DOSSIERS DE PLAINTÉ TRAITÉS ET FINALISÉS PENDANT LA PÉRIODE VISÉE, DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ JUSQU'À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER EST FERMÉ.

SONT EXCLUS DU CALCUL LES DOSSIERS AYANT PASSÉ PAR L'ÉTAPE DE LA NÉGOCIATION DES MESURES DE REDRESSEMENT ET DE LA JUDICIARISATION DU DOSSIER PUISQUE LE CONTRÔLE DU DOSSIER N'EST PLUS SOUS LA PROPRE ET SEULE AUTORITÉ DE LA COMMISSION, UNE FOIS LA DÉCISION RENDUE.

LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS NON JUDICIARISÉS A AUGMENTÉ DE 15 JOURS AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE POUR L'ENSEMBLE DU TRAITEMENT DES PLAINTES. POUR LES DOSSIERS D'ENQUÊTE AYANT MENÉ À UNE DÉCISION RENDUE PAR LA COMMISSION, LE DÉLAI MOYEN EST RESTÉ CONSTANT.

**P.154 LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2022, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI À CE JOUR.**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES  
PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE**

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

BOIS D'ŒUVRE CEDRICO INC.  
PG SOLUTIONS INC.

**TOTAL : 2**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN

**TOTAL : 1**

**RA03 : QUÉBEC**

ABB BOMEM INC.  
ALITHYA CANADA INC.  
CHÂTEAU MONT-SAINTE-ANNE INC.  
COFOMO QUÉBEC INC.  
CPU SERVICE D'ORDINATEUR INC.  
DESCHAMPS IMPRESSION INC.  
DUVALTEX (CANADA) INC.  
ENTREPRISES JULIEN INC.  
EXFO INC.  
GROUPE EDGENDA INC.  
INDUSTRIELLE-ALLIANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE  
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION  
LES SERVICES ÉNERGÉTIQUES ÉCOSYSTEM INC.  
LES SOLUTIONS VICTRIX INC.  
LEVIO CONSEILS INC.  
MCKINNON  
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE  
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.  
NORDA STELO INC.  
NURUN INC.  
PMT ROY ASSURANCES ET SERVICES FINANCIERS INC.  
R3D CONSEIL INC.  
SERVICE ALIMENTAIRE GORDON LTÉE  
SSQ VIE  
TECHNOCONSEIL (TC) INC

**TOTAL : 25**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

CANADEL INC.  
CONCEPT ECO-PLEIN-AIR LE BALUCHON INC.  
DUCHESNE & FILS LTÉE  
G.A. BOULET INC.  
PLURITEC INC.  
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC.  
SIGNALÉTIK INC.

**TOTAL : 7**

**RA05 : ESTRIE**

SIGNALISATION LAURENTIENNE INC., DIV. GROUPE SIGNALISATION

**TOTAL : 1**

**RA06 : MONTRÉAL**

ADVANTECH TECHNIQUES DE POINTE POUR FAISCEAUX HERTZIENS INC.  
AECOM CONSULTANTS INC.  
ARCHITECTURE EVOQ INC.  
BITUMAR INC.  
CANON CANADA INC. DIVISION SOLUTIONS D'AFFAIRES  
CMC ÉLECTRONIQUE INC.  
DOMTAR INC.  
DOUBLETEX  
FNX-INNOV INC.  
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.  
GBI EXPERTS-CONSEILS INC.  
GHD CONSULTANTS LTÉE  
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.  
GROUPE CONSEIL OSI INC.  
GROUPE SNC-LAVALIN INC.  
ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CIE  
IBM CANADA LTÉE  
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.  
INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE  
KPMG  
KRUGER INC.  
LACTALIS CANADA INC.  
LE GROUPE CGI  
LES SERVICES EXP INC.  
LINDE CANADA LIMITÉE  
MARSH CANADA LIMITÉE  
MICHAEL ROSSY LTÉE  
MOORE WALLACE CORPORATED  
MPB COMMUNICATIONS INC.  
NCR CANADA LTÉE  
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.  
ORACLE CORPORATION CANADA INC.  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
QUÉBECOR MÉDIA INC.  
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC./DIVISION NEDCO  
SERVICES FINANCIERS NCO INC.  
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS INC  
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION  
STELLA-JONES INC.  
SUPREMEX INC.  
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.  
TELAV INC.  
TETRA TECH QI INC.  
VALACTA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE  
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.  
VERITIV CANADA INC.  
WSP CANADA INC.  
XEROX CANADA LTÉE

**TOTAL : 48****RA07 : OUTAOUAIS**

LA RELANCE OUTAOUAIS INC.  
LAUZON - PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC.

**TOTAL : 2****RA08 : ABITIBI**

AGRICO EAGLE – COMPLEXE MINIER LAROMDE  
BEN DESHAIES INC.  
IAMGOLD CORPORATION – MINE WESTWOOD  
RAYONIER AM

**TOTAL : 4****RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

SEL WINDSOR LTÉE / DIVISION MINES SELEINE

**TOTAL : 1****RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.  
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE  
ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.  
GROUPE CANAM INC  
GROUPE COLABOR INC.  
IMPRIMERIE SOLISCO INC.

IPL NORTH AMERICA INC.  
MAIBEC INC.  
MAINTENANCE EUREKA LTÉE  
MONTEL INC.  
ROUSSEAU MÉTAL INC.  
TEKNION ROY & BRETON

**TOTAL : 12**

**RA13 : LAVAL**

CIMA + SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE  
ENGLOBE CORP.  
ÉQUIPEMENT SMS INC.  
IDÉAL MÉTAL INC.  
MICHELIN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA) INC.  
SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE  
SONEPAR CANADA INC. DIVISION LUMEN  
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE  
SUPÉRIEUR PROPANE INC.  
TRANSELEC/COMMON INC.  
TRIMAX SÉCURITÉ INC  
UNIBOARD CANADA INC.

**TOTAL : 12**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

BRIDGESTONE CANADA INC.

**TOTAL : 1**

**RA15 : LAURENTIDES**

BELL TEXTRON CANADA LIMITÉE  
SAFRAN SYSTÈMES D'ATTERRISSAGE CANADA INC.  
STATION MONT-TREMBLANT SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

**TOTAL : 3**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

AGROPUR COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE  
AIRBOSS GROUPE DÉFENSE  
ALIMPLUS INC.  
BOMBARDIER INC.  
BOULANGERIE GADOUA LTÉE  
EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.  
GOODFELLOW INC.  
GROUPE ABS INC.  
GROUPE CIVITAS INC.  
GROUPE LACASSE INC.  
INFRASTRUCTEL INC.  
LAFARGE CANADA INC. / USINE DE ST-CONSTANT  
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.  
LES PRODUITS NEPTUNE INC.  
LOISELLE INC.  
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.  
SKI BROMONT INC.  
SKI SUTTON INC.  
UNI-SELECT INC

**TOTAL : 19**

**GRAND TOTAL : 138**

**LISTE DES ORGANISMES PUBLICS  
ASSUJETTIS À LA LOI**

**ÉDUCATION - CÉGEPs**

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

CÉGEP DE LA POCATIÈRE  
CÉGEP DE MATANE  
CÉGEP DE RIMOUSKI  
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP

**TOTAL : 4**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

CÉGEP DE CHICOUTIMI  
CÉGEP DE JONQUIÈRE  
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN  
COLLÈGE D'ALMA

**TOTAL : 4**

**RA03 : QUÉBEC**

CÉGEP DE LIMOILOU  
CÉGEP DE SAINTE-FOY  
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU

**TOTAL : 3**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES  
COLLÈGE SHAWINIGAN

**TOTAL : 2**

**RA05 : ESTRIE**

CÉGEP DE SHERBROOKE  
CHAMPLAIN RÉGIONAL COLLEGE

**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU  
CÉGEP DE SAINT-LAURENT  
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL  
CÉGEP MARIE-VICTORIN  
COLLÈGE AHUNTSIC  
COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE  
COLLÈGE DE MAISONNEUVE  
COLLÈGE DE ROSEMONT  
COLLÈGE GÉRALD-GODIN  
DAWSON COLLEGE  
JOHN ABBOTT COLLEGE  
VANIER COLLEGE

**TOTAL : 12**

**RA07 : OUTAOUAIS**

COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS  
CÉGEP HERITAGE COLLEGE

**TOTAL : 2**

**RA08 : ABITIBI**

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

**TOTAL : 1**

**RA09 : CÔTE-NORD**

CÉGEP DE BAIE-COMEAU  
CÉGEP DE SEPT-ÎLES

**TOTAL : 2**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES

**TOTAL : 1**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES  
CÉGEP DE LÉVIS-LAUZON  
CÉGEP DE THETFORD

**TOTAL : 3****RA13 : LAVAL**

COLLÈGE MONTMORENCY

**TOTAL : 1****RA14 : LANAUDIÈRE**

CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE

**TOTAL : 1****RA15 : LAURENTIDES**

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME  
COLLÈGE LIONEL-GROULX

**TOTAL : 2****RA16 : MONTÉRÉGIE**

CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA  
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE  
CÉGEP DE SOREL-TRACY  
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU  
COLLÈGE DE VALLEYFIELD  
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT

**TOTAL : 6****RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

CÉGEP DE DRUMMONDVILLE  
CÉGEP DE VICTORIAVILLE

**TOTAL : 2****ÉDUCATION — COLLÈGES PRIVÉS****RA03 : QUÉBEC**

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY  
COLLÈGE MÉRICI

**TOTAL : 2****RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

COLLÈGE LAFLÈCHE

**TOTAL : 1****RA06 : MONTRÉAL**

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET  
COLLÈGE LASALLE  
COLLÈGE MARIANOPOLIS  
COLLÈGE SAINTE-ANNE

**TOTAL : 4****ÉDUCATION — (CENTRES DE SERVICES SCOLAIRE / COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES)****RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE KAMOURASKA — RIVIÈRE-DU-LOUP  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PHARES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES

**TOTAL : 4****RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

**TOTAL : 4**

**RA03 : QUÉBEC**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE CHARLEVOIX  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CAPITALE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE PORTNEUF  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES  
COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC

**TOTAL : 6****RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

**TOTAL : 2****RA05 : ESTRIE**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SOMMETS  
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

**TOTAL : 4****RA06 : MONTRÉAL**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS  
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL  
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON

**TOTAL : 5****RA07 : OUTAOUAIS**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE AU CŒUR-DES-VALLÉES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DRAVEURS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS  
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC

**TOTAL : 5****RA08 : ABITIBI**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA

**TOTAL : 5****RA09 : CÔTE-NORD**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU FER  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LITTORAL

**TOTAL : 4****RA10 : NORD-DU-QUÉBEC**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES

**TOTAL : 1****RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHIC-CHOCS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES ÎLES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE  
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES

**TOTAL : 4****RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA BEAUCE-ÉTCHÉMIN  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES APPALACHES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES NAVIGATEURS

**TOTAL : 4**

**RA13 : LAVAL**

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LAVAL

**TOTAL : 1****RA14 : LANAUDIÈRE**CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES AFFLUENTS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SAMARES**TOTAL : 2****RA15 : LAURENTIDES**CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-LAURENTIDES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES LAURENTIDES  
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER**TOTAL : 5****RA16 : MONTÉRÉGIE**CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SOREL-TRACY  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PATRIOTES  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES TROIS-LACS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARIE-VICTORIN  
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS  
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE**TOTAL : 11****RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE LA RIVERAINE  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS  
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES CHÊNES**TOTAL : 3****ÉDUCATION - UNIVERSITÉS****RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

**TOTAL : 1****RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

**TOTAL : 1****RA03 : QUÉBEC**ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE  
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
TÉLÉ-UNIVERSITÉ  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)  
UNIVERSITÉ LAVAL**TOTAL : 5****RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

**TOTAL : 1****RA05 : ESTRIE**UNIVERSITÉ BISHOP'S  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE  
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL  
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ CONCORDIA  
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ MCGILL

**TOTAL : 7****RA07 : OUTAOUAIS**

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

**TOTAL : 1****RA08 : ABITIBI**

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

**TOTAL : 1****ÉDUCATION — ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES-SECONDAIRES****RA03 : QUÉBEC**

COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY  
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER  
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS

**TOTAL : 3****RA05 : ESTRIE**

SÉMINAIRE DE SHERBROOKE

**TOTAL : 1****RA06 : MONTRÉAL**

ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER  
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.  
COLLÈGE INTERNATIONAL MARIE DE FRANCE  
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF  
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS  
COLLÈGE NOTRE-DAME-DU-SACRÉ-CŒUR  
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA  
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE  
COLLÈGE STANISLAS  
ÉCOLE MARIE-CLARAC  
ÉCOLE PETER HALL INC.  
ÉCOLE SELWYN HOUSE  
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE  
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ  
LOWER CANADA COLLEGE  
LES ÉCOLES AZRIELI TALMUD TORAH – HERZLIAH  
VILLA MARIA

**TOTAL : 17****RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

COLLÈGE DE LÉVIS

**TOTAL : 1****RA13 : LAVAL**

COLLÈGE LAVAL

**TOTAL : 1****RA14 : LANAUDIÈRE**

COLLÈGE DE L'ASSOMPTION  
COLLÈGE SAINT-SACREMENT

**TOTAL : 2****RA15 : LAURENTIDES**

ACADÉMIE LAFONTAINE  
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE

**TOTAL : 2**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

COLLÈGE BOURGET  
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE  
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT  
COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS

**TOTAL : 4****MUNICIPALITÉS****RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

VILLE DE RIMOUSKI  
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP

**TOTAL : 2****RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

VILLE D'ALMA  
VILLE DOLBEAU-MISTASSINI  
VILLE DE SAGUENAY

**TOTAL : 3****RA03 : QUÉBEC**

VILLE DE PONT-ROUGE  
VILLE DE QUÉBEC

**TOTAL : 2****RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

VILLE DE LA TUQUE  
VILLE DE SHAWINIGAN  
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES

**TOTAL : 3****RA05 : ESTRIE**

VILLE DE MAGOG  
VILLE DE SHERBROOKE

**TOTAL : 2****RA06 : MONTRÉAL**

VILLE DE BEACONSFIELD  
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC  
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX  
VILLE DE DORVAL  
VILLE DE KIRKLAND  
VILLE DE MONTRÉAL  
VILLE DE MONT-ROYAL  
VILLE DE POINTE-CLAIRE  
VILLE DE WESTMOUNT

**TOTAL : 9****RA07 : OUTAOUAIS**

VILLE DE GATINEAU

**TOTAL : 1****RA08 : ABITIBI**

VILLE D'AMOS  
VILLE DE ROUYN-NORANDA  
VILLE DE VAL-D'OR

**TOTAL : 3****RA09 : CÔTE-NORD**

VILLE DE BAIE-COMEAU  
VILLE DE SEPT-ÎLES

**TOTAL : 2****RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

VILLE DE LÉVIS  
VILLE DE SAINT-GEORGES  
VILLE DE THETFORD MINES

**TOTAL : 3**

**RA13 : LAVAL**  
VILLE DE LAVAL

**TOTAL : 1**

**RA14 : LANAUDIÈRE**  
VILLE DE JOLIETTE  
VILLE DE L'ASSOMPTION  
VILLE DE MASCOUCHE  
VILLE DE REPENTIGNY  
VILLE DE TERREBONNE

**TOTAL : 5**

**RA15 : LAURENTIDES**  
VILLE DE BLAINVILLE  
VILLE DE BOISBRIAND  
VILLE DE DEUX-MONTAGNES  
VILLE DE MIRABEL  
VILLE DE MONT-LAURIER  
VILLE DE MONT-TREMBLANT  
VILLE DE ROSEMÈRE  
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE  
VILLE DE SAINT-EUSTACHE  
VILLE DE SAINT-JÉRÔME

**TOTAL : 10**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**  
VILLE DE BEAUHARNOIS  
VILLE DE BELOEIL  
VILLE DE BOUCHERVILLE  
VILLE DE BROSSARD  
VILLE DE CANDIAC  
VILLE DE CHAMBLY  
VILLE DE CHÂTEAUGUAY  
VILLE DE GRANBY  
VILLE DE LA PRAIRIE  
VILLE DE LONGUEUIL  
VILLE DE MERCIER  
VILLE DE MONT-SAINT-HILAIRE  
VILLE DE SAINT-BRUNO-DE-MONTARVILLE  
VILLE DE SAINTE-JULIE  
VILLE DE SAINT-HYACINTHE  
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU  
VILLE DE SAINT-LAMBERT  
VILLE DE SAINT-LAZARE  
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD  
VILLE DE SOREL-TRACY  
VILLE DE VARENNES  
VILLE DE VAUDREUIL-DORION

**TOTAL : 22**

**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**  
VILLE DE BÉCANCOUR  
VILLE DE DRUMMONDVILLE  
VILLE DE VICTORIAVILLE

**TOTAL : 3**

#### RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE

**RA15 : LAURENTIDES**  
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE

**TOTAL : 1**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**  
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU SAINT-LAURENT  
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON

**TOTAL : 2**

#### SANTÉ — CENTRE DE SANTÉ

**RA06 : MONTRÉAL**  
CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES

**TOTAL : 1**

**SANTÉ — CENTRES DE RÉADAPTATION****RA06 : MONTRÉAL**

CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.  
VILLA MÉDICA INC.

**TOTAL : 2**

**SANTÉ — CENTRES HOSPITALIERS****RA03 : QUÉBEC**

CHU DE QUÉBEC  
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC

**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**

CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL  
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE  
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL  
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SŒURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.  
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.  
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL  
INSTITUT NATIONAL DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE-PINET

**TOTAL : 7**

**SANTÉ — CISSS****RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT

**TOTAL : 1**

**RA07 : OUTAOUAIS**

CISSS DE L'OUTAOUAIS

**TOTAL : 1**

**RA08 : ABITIBI**

CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

**TOTAL : 1**

**RA09 : CÔTE-NORD**

CISSS DE LA CÔTE-NORD

**TOTAL : 1**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

CISSS DE LA GASPÉSIE  
CISSS DES ÎLES

**TOTAL : 2**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES

**TOTAL : 1**

**RA13 : LAVAL**

CISSS DE LAVAL

**TOTAL : 1**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

CISSS DE LANAUDIÈRE

**TOTAL : 1**

**RA15 : LAURENTIDES**

CISSS DES LAURENTIDES

**TOTAL : 1**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE  
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST  
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST

**TOTAL : 3**

**SANTÉ – CIUSSS**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**  
CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-ST-JEAN

**TOTAL : 1**

**RA03 : QUÉBEC**  
CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE

**TOTAL : 1**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**  
CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC

**TOTAL : 1**

**RA05 : ESTRIE**  
CIUSSS DE L'ESTRIE

**TOTAL : 1**

**RA06 : MONTRÉAL**  
CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL  
CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL  
CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL  
CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL  
CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL

**TOTAL : 5**

**SANTÉ – CLSC - CHSLD**

**RA03 : QUÉBEC**  
CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-ÉUDES INC.  
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.

**TOTAL : 2**

**RA06 : MONTRÉAL**  
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.  
CENTRE LE CARDINAL INC.  
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.  
CHSLD BAYVIEW INC.  
CHSLD BOURGET INC.  
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.  
GROUPE CHAMPLAIN INC.  
GROUPE ROY SANTÉ INC.  
RÉSIDENCE ANGELICA  
RÉSIDENCE BERTHIAUME-DU TREMBLAY  
VIGI SANTÉ LTÉE

**TOTAL : 11**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**  
CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.

**TOTAL : 1**

**RA13 : LAVAL**  
CHSLD AGE3 INC.  
MANOIR ST-PATRICE INC.  
SANTÉ COURVILLE INC.

**TOTAL : 3**

**RA14 : LANAUDIÈRE**  
CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC. (GROUPE SANTÉ ARBEC)  
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.

**TOTAL : 2**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**  
CHSLD ARGYLE INC., LES ÉCLUSES ST-LAMBERT, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

**TOTAL : 1**

**SANTÉ – CSSS****RA10 : NORD-DU-QUÉBEC**

CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES

**TOTAL : 1****SOCIÉTÉS DE TRANSPORT****RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY

**TOTAL : 1****RA03 : QUÉBEC**

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE

**TOTAL : 1****RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES

**TOTAL : 1****RA05 : ESTRIE**

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE

**TOTAL : 1****RA06 : MONTRÉAL**

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

**TOTAL : 1****RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS

**TOTAL : 1****RA13 : LAVAL**

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL

**TOTAL : 1****RA16 : MONTÉRÉGIE**

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL

**TOTAL : 1****SOCIÉTÉS D'ÉTAT****RA03 : QUÉBEC**

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC

INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC

MUSÉE DE LA CIVILISATION

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

**TOTAL : 8****RA06 : MONTRÉAL**

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ

HÉMA-QUÉBEC

HYDRO-QUÉBEC

INVESTISSEMENT QUÉBEC – CRIQ

PARC OLYMPIQUE

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)

SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

SOQUIJ

**TOTAL : 16****RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

**TOTAL : 1****SÛRETÉ DU QUÉBEC****RA06 : MONTRÉAL**

QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC

**TOTAL : 1****GRAND TOTAL : 338**

## ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION

IL Y A **338** ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

AU 28 FÉVRIER 2022		TOTAL DES ORGANISMES		CENTRES DE SERVICES SCOLAIRE / COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES		ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS <sup>1</sup>		CÉGEPS		UNIVERSITÉS		SOCIÉTÉS D'ÉTAT		MUNICIPALITÉS		SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE		SÛRETÉ DU QUÉBEC		RSSS	
TOTAL				70		38		48		19		25		71		8		3		1		55	
PHASES		NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%
ANALYSE DES EFFECTIFS		17	5%			1	2.6%							16	22.5%								
ÉVALUATION DE L'ANALYSE DES EFFECTIFS																							
DÉTERMINATION DE LA SOUS-REPRÉSENTATION																							
ÉLABORATION DU PROGRAMME																							
ÉVALUATION DU RAPPORT D'ÉLABORATION																							
MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION (1 <sup>RE</sup> PÉRIODE DE TROIS ANS)		1	0.3%			1	2.6%																
IMPLANTATION DU PROGRAMME (1 <sup>RE</sup> PÉRIODE DE TROIS ANS)		2	0.6%													2	25%						
ÉVALUATION DU RAPPORT D'IMPLANTATION (1 <sup>RE</sup> PÉRIODE DE TROIS ANS)																							
MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION (2 <sup>E</sup> PÉRIODE DE TROIS ANS)		2	0.6%			2	5.3%																
IMPLANTATION DU PROGRAMME (2 <sup>E</sup> PÉRIODE DE TROIS ANS)		64	18.9%			1	2.6%					4	16%	1	1.4%			3	100%			55	100%
ÉVALUATION DU RAPPORT D'IMPLANTATION (2 <sup>E</sup> PÉRIODE DE TROIS ANS)																							
IMPLANTATION DU PROGRAMME (3 <sup>E</sup> PÉRIODE DE TROIS ANS)		52	74.6%	70	100%	33	86.8%	48	100%	19	100%	21	84%	54	76.1%	6	75%			1	100%		

<sup>1</sup> LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS REGROUPENT 38 ORGANISMES PUBLICS, SOIT LES COLLÈGES PRIVÉS ET LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES-SECONDAIRES

**P.155 ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.**

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE **À LOUER SANS DISCRIMINATION**, LA COMMISSION A PUBLIÉ DEUX DOCUMENTS POUR INFORMER LES PROPRIÉTAIRES ET LES LOCATAIRES AU SUJET DE LEURS DROITS ET OBLIGATIONS. ELLE A CONTINUÉ TOUTE L'ANNÉE DE FAIRE LA PROMOTION DE CES OUTILS AINSI QUE LA DISTRIBUTION DE L'AFFICHE « À LOUER SANS DISCRIMINATION » QUI RAPPELLE QUE LA DISCRIMINATION BASÉE SUR L'UN DES 14 MOTIFS PRÉVUS À LA CHARTE DONT LA « RACE », LA COULEUR DE LA PEAU ET L'ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE EST INTERDITE.

ELLE A AUSSI LANCÉ **LOGEMENT ACADEMIE**, UNE VIDÉO QUI IMITE UNE ÉMISSION DE TÉLÉRÉALITÉ POUR SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES À LEURS OBLIGATIONS LÉGALES ET AINSI PRÉVENIR LA DISCRIMINATION NOTAMMENT ENVERS LES PERSONNES RACISÉES. LA VIDÉO A ÉTÉ PROMUE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ET SUR LE SITE DE RECHERCHE DE LOGENT « APPARTOGO ».

UNE PAGE WEB DESTINÉE AUX PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENT ET UNE AUTRE POUR LES LOCATAIRES SONT ACCESSIBLES SUR NOTRE SITE INTERNET POUR INFORMER DES DROITS ET OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE LOGEMENT, PRINCIPALEMENT EN CE QUI A TRAIT À LA DISCRIMINATION.

QUATRE (4) FORMATIONS ONT ÉTÉ OFFERTES DURANT LA PÉRIODE SUR LE THÈME DU LOGEMENT DONT UNE LORS DU FORUM HABITATION QUÉBEC ORGANISÉ PAR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION (MAMH) EN DÉCEMBRE 2021. CES ACTIVITÉS ONT RASSEMBLÉ 194 PARTICIPANTS.

AU NIVEAU DU PROCESSUS DE TRAITEMENT DES PLAINTES, UN TRAITEMENT PARTICULIER EST ASSURÉ AUX DOSSIERS EN MATIÈRE DE LOGEMENT. DÈS LA RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ, UNE INTERVENTION RAPIDE EST MENÉE EN COMMUNIQUANT AVEC LA PERSONNE PLAIGNANTE AFIN DE SAVOIR SI L'OBTENTION DU LOGEMENT REFUSÉ EST EN LITIGE. SI TEL EST LE CAS, UNE COMMUNICATION EST FAITE RAPIDEMENT AUPRÈS DU PROPRIÉTAIRE POUR L'INFORMER DE LA PLAINTÉ, EXPLIQUER CE QU'EST UN REFUS DISCRIMINATOIRE ET VÉRIFIER SI LE LOGEMENT EST TOUJOURS DISPONIBLE. L'OBJECTIF EST DE TENTER PAR CETTE INTERVENTION RAPIDE D'AMENER UNE RÉOLUTION DE LA SITUATION.

CES INTERVENTIONS SONT DE NATURE À SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES AUX SITUATIONS DE DISCRIMINATION, PLUS PARTICULIÈREMENT LA DISCRIMINATION RACIALE OU ENCORE CELLE FONDÉ SUR LE HANDICAP, ET DE RAPPELER LEURS OBLIGATIONS QUANT À LA LOCATION D'UN LOGEMENT.

ENTRE LE 1 AVRIL 2021 ET LE 28 FÉVRIER 2022, 96 PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT ÉTÉ REÇUES ET 30 ONT FAIT L'OBJET D'UNE INTERVENTION RAPIDE. LES PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT REPRÉSENTENT 6% DE L'ENSEMBLE DES PLAINTES REÇUES. 17 SONT BASÉES SUR LES MOTIFS DE DISCRIMINATION COMBINÉS DE LA RACE, COULEUR ET ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE, SOIT 12%.

LES CAMPAGNES SUCCESSIVES DE SENSIBILISATION SEMBLENT AVOIR UN EFFET BÉNÉFIQUE PUISQUE LA PROPORTION DES PLAINTES SUR CES MOTIFS REPRÉSENTAIENT 32% DES PLAINTES DU SECTEUR LOGEMENT L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.

**P.156 NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2021-2022. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**DEMANDES D'INTERVENTION EN JEUNESSE**

MOTIFS D'INSATISFACTION	2021-2022 (28 FÉV)
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	52
DÉCISION PRISE DANS L'INTÉRÊT DE L'ENFANT	56
DPJ	3
ENTENTE PROVISOIRE	0
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	53
ÉVALUATION ET ORIENTATION	27
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	17
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	0
LSJPA SERVICES SOCIAUX	1
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	4
MILIEU SUBSTITUT	25
ORDONNANCE	21
SERVICES SOCIAUX*	78
SIGNALEMENT	26
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	14
NON PRÉCISÉ	1
<b>TOTAL</b>	<b>378</b>

\* INCLUANT LES SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES D'ÉDUCATION

L'accès aux services adéquats et requis est le motif d'insatisfaction pour lequel la Commission a été le plus interpellé cette année (21 %). Les insatisfactions exprimées concernant les décisions prises dans le meilleur intérêt de l'enfant occupent le deuxième rang (15%). Les demandes en lien avec le droit d'être entendu, informé et accompagné représentent 14% des demandes d'intervention alors que le respect du droit à des communications confidentielles représente également 14% des demandes reçues.

**DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE**

RÉGION ADMINISTRATIVE	2021-2022 (28 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	3
BAS-SAINT-LAURENT	19
CAPITALE-NATIONALE	35
CHAUDIÈRE-APPALACHES	12
CÔTE-NORD	1
ESTRIE	23
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	9
LANAUDIÈRE	35
LAURENTIDES	27
LAVAL	25
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	41
MONTÉRÉGIE	42
MONTRÉAL	74
NORD-DU-QUÉBEC	6
OUTAOUAIS	15
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	11
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	0
<b>TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE JEUNESSE</b>	<b>378</b>

Les données relatives aux demandes d'enquêtes selon la région, en date du 28 février 2022, permettent de constater que les régions pour lesquelles il y a eu le plus de demandes d'intervention sont, dans l'ordre, Montréal (20%), Montérégie (11%) et Mauricie-et-Centre-du-Québec (11%). Les taux des demandes en provenance des régions du Bas-St-Laurent (de 2% à 5%), de Laval (de 2% à 7%) et de l'Outaouais (de 1% à 4%) ont plus que doublé comparativement aux données de l'année dernière. La proportion des demandes pour les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (de 3% à 0,8%), du Nord-du-Québec (de 5% à 2%) et du Saguenay-Lac-St-Jean (de 8% à 3%) a connu une baisse significative.

## DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2021-2022 (28 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2
BAS-SAINT-LAURENT	14
CAPITALE-NATIONALE	21
CHAUDIÈRE-APPALACHES	6
CÔTE-NORD	1
ESTRIE	12
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	9
LANAUDIÈRE	28
LAURENTIDES	19
LAVAL	12
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	17
MONTÉRÉGIE	27
MONTRÉAL	39
NORD-DU-QUÉBEC	4
OUTAOUAIS	14
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	8
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	0
<b>TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE</b>	<b>233</b>

Les données permettent de projeter une diminution du nombre de dossiers ouverts en enquêtes jeunesse pour 2021-22. Au 28 février 2022, des 378 demandes reçues, 233 ont été dirigées vers le processus d'enquête, ce qui représente un taux de recevabilité de 62%. Les régions les plus enquêtées sont Montréal (17%), Lanaudière (12%) et Montérégie (12%). Rappelons que l'année dernière, les régions ayant fait l'objet du plus grand nombre d'enquête sont Montréal (25%), Laurentides (11%) et Montérégie (10%).

## DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2021-2022 (28 FÉV)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	6
BAS-SAINT-LAURENT	5
CAPITALE-NATIONALE	28
CHAUDIÈRE-APPALACHES	12
CÔTE-NORD	3
ESTRIE	15
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	9
LANAUDIÈRE	16
LAURENTIDES	23
LAVAL	13
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	14
MONTÉRÉGIE	26
MONTRÉAL	53
NORD-DU-QUÉBEC	3
OUTAOUAIS	7
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4
NON PRÉCISÉ*	0
<b>TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE</b>	<b>237</b>

\*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2021 et le 28 février 2022, la Commission a fermé 237 dossiers en matière d'enquête jeunesse, ce qui représente une diminution par rapport à la même période l'année dernière (302 fermetures).

Le nombre de situations en vertu desquelles la Commission a agi de sa propre initiative est de 38, une augmentation importante en comparaison avec les données de l'année dernière (12).

**P.157 LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2021-2022.**

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

Les recommandations suivantes ont été émises aux différents ministères à titre de mis-en-cause dans une enquête individuelle ou systémique ou en application de la disposition 23e) de la Loi sur la protection de la jeunesse.

Par ailleurs, des recommandations ont été émises à différents ministères à la suite du dépôt de deux rapports d'enquêtes systémiques. Le premier rapport fait état d'une enquête réalisée dans la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2017 et la deuxième porte sur la situation des enfants inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île de Montréal et du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava en 2021.

**Enquêtes systémiques**

**Enquête systémique concernant les enfants signalés à la DPJ du CIUSSS du Saguenay–Lac-Saint-Jean**

**Le 22 août 2017**, la Commission était d'avis que l'enquête concernant les enfants signalés à la DPJ du CIUSSS du Saguenay–Lac-Saint-Jean avait mis en lumière des lacunes et des manquements majeurs quant aux processus d'intervention et de prise de décisions, de l'encadrement et de la formation des intervenants, ainsi que des outils cliniques dont ils disposent afin de participer à la réalisation du mandat de la DPJ.

Au terme de son enquête, la Commission avait émis vingt-trois (23) recommandations, dont six (6) adressées, à la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et saines habitudes de vie de l'époque. **Malgré l'engagement du MSSS à mettre en œuvre ces recommandations, une d'entre elles est toujours en suivi par la Commission, n'ayant pas été complètement réalisée depuis août 2017.**

**Recommandation quant à la révision des standards de pratique en protection de la jeunesse**

Des normes doivent être suivies par les intervenants en protection de la jeunesse du Québec relativement à la rétention et le traitement des signalements, ainsi qu'au cours de l'évaluation des situations et de l'orientation des enfants concernés. Celles-ci se retrouvent notamment dans les documents suivants :

- Les Protocoles : réception et traitement des signalements, évaluation et orientation : suite au rapport sur l'analyse des activités de réception et de traitement des signalements, et d'évaluation et d'orientation en protection de la jeunesse (Rapport Harvey), élaborés en 1988 ;
- Les Orientations relatives aux standards d'accès, de continuité, de qualité, d'efficacité et d'efficience, prévues dans l'Offre de service 2007-2012 du Programme services jeunes en difficulté révisé en 2010 ;
- Le Manuel de référence sur la protection de la jeunesse révisé en 2010 ;
- Les Indicateurs de gestion en santé et services sociaux inclus dans le Plan stratégique du MSSS 2015-2020.

Des écarts existent entre les normes proposées et l'évolution des standards, pratiques, et le respect de la Loi en matière de protection de la jeunesse. Depuis ce constat réalisé à la suite de cette enquête systémique, plusieurs enquêtes de la Commission ont mis en évidence des lésions de droit dont les enfants sont victimes à cause de standards de pratique qu'il est urgent de réviser.

**Le 15 août 2019**, après deux années de suivis auprès du MSSS et prenant acte que :

- Selon le Ministère, les travaux d'un groupe d'intervention tactique (GIT) mis en place par le MSSS sont en cours de réalisation ;
- Le ministère affirme que dans le cadre des travaux du GIT, la révision des standards de pratique en protection de la jeunesse a été inscrite comme action prioritaire au plan d'action *Agir sur les conditions d'accès, de qualité et de continuité des services de protection de la jeunesse* puis inscrite à un grand chantier ministériel ;
- Les travaux en cours seraient à leur seconde phase, soit la collecte et la synthèse des données et que les groupes de travail seront formés afin de documenter l'ensemble des changements ayant un impact sur l'intervention en protection de la jeunesse.

La Commission reconduit le suivi de cette recommandation et demande au MSSS de déposer auprès de la Commission en échéancier détaillé. Un document intitulé *Plan de travail – Révision des standards de pratique en protection de la jeunesse* a été reçu en octobre 2019 ainsi que l'échéancier prévoyant la fin des travaux de révision des standards de pratique en protection de la jeunesse en avril 2021. Le dernier état de situation a été reçu à la Commission le 11 janvier 2022.

La Commission poursuit son suivi de cette recommandation dans ce dossier, mais déplore que, considérant l'importance de cette recommandation dans le système de protection de la jeunesse, elle ne soit pas encore mise en œuvre près de cinq ans plus tard.

## **Enquête sur la situation des enfants inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île de Montréal et du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava**

En mai 2021, la Commission met en lumière la situation d'enfants inuit hébergés dans des centres de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava (Unité Ulluriaq filles et Unité Ulluriaq garçons) ainsi que dans les unités de réadaptation de Salluit et d'Inukjuak.

L'enquête a permis de constater de sérieuses lacunes au sujet des services reçus à l'application des mesures, soit les délais ainsi que le manque de participation de tous les acteurs impliqués dans l'élaboration des plans d'intervention, l'absence de rencontres en personne entre le jeune et son intervenant à l'application des mesures, l'impraticabilité des interventions systémiques familiales, et les difficultés logistiques et cliniques rattachées à la réintégration du jeune dans sa communauté.

L'enquête a également révélé que les pratiques de surveillance et de restriction des conversations entre jeunes de la DPJ du CIUSSS-ODIM, l'absence de traduction des codes de vie des unités de réadaptation du CIUSSS-ODIM en inuktitut et de banque d'interprètes pour les éducateurs et l'absence de règle claire et explicite dans les codes de vie des unités de réadaptation et directives de la DPJ du CIUSSS-ODIM, relatifs à la surveillance des conversations entre jeunes hébergés contreviennent aux droits des jeunes inuit à la préservation de leur identité culturelle et à l'usage libre et sans contrainte de leur langue.

Enfin, elle a permis de démontrer que les jeunes inuit hébergés dans les unités de réadaptation du CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal ne recevaient pas de scolarisation qualifiante, tout comme ceux qui sont hébergés dans les unités de réadaptation sous l'autorité du Centre de santé Tulattavik de l'Ungava situées à Dorval.

Au terme de l'enquête, la Commission émet 32 recommandations, dont certaines adressées au **ministre de l'Éducation du Québec**.

Ainsi, la Commission est en suivi des recommandations suivantes :

- Trouver une solution durable à la question de l'admissibilité à l'enseignement en anglais des enfants inuit hors territoire, et, plus précisément, les enfants hébergés par un directeur de la protection de la jeunesse ;
- Mettre en place un mécanisme de surveillance de la scolarisation des jeunes Inuit hors territoire afin de s'assurer qu'aucun enfant ne se retrouve dans une situation de non-fréquentation scolaire par défaut d'obtenir une déclaration d'admissibilité à l'enseignement en anglais ;
- Élaborer un guide synthèse accompagné d'une formation destinée aux partenaires impliqués afin d'expliquer les démarches à entreprendre et les responsabilités des différentes parties ;
- Intégrer et recueillir des données sur les enfants autochtones, notamment relativement aux demandes d'admissibilité à l'enseignement en anglais et à leur fréquentation scolaire.

De plus, la Commission fait les recommandations suivantes, en vertu de l'article 23e).

Au **ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux** :

- Que, conformément à l'Appel à l'action 116 de la CERP, le MSSS développe, en collaboration avec les communautés autochtones, des orientations et lignes directrices au sujet des soins culturellement sécurisants pour les jeunes autochtones fréquentant les centres de réadaptation du système québécois de protection de la jeunesse et des outils cliniques validés auprès d'eux

Au **ministre de la Justice** :

- De débiter des travaux législatifs et réglementaires au sujet des dispositions la CLF concernant l'admissibilité à l'enseignement en anglais des jeunes autochtones résidant à l'extérieur de leur territoire, l'objectif étant de faciliter et d'assurer leur accès à l'éducation et de respecter leurs droits fondamentaux lorsque leur situation est prise en charge en vertu de la LPJ.

À la **Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik** :

- De créer un système de réadaptation autonome au Nunavik, permettant d'y héberger tous les enfants inuits résidant sur son territoire, et de lui faire état de son plan d'action, pour le plus grand intérêt des enfants inuit.

**Le 23 juin 2021**, la Commission est informée par le ministère de la Santé et des Services sociaux qu'un groupe de travail a été mis sur pied afin d'examiner les dispositions spécifiques aux enfants et aux familles des Premières Nations et Inuit dans la LPJ. De plus, le MSSS a demandé au CSSSPNQL de réfléchir à une approche impliquant différents partenaires des Premières Nations pour mettre en œuvre les appels à l'action 115 et 116 de la CERP. Ils sont en attente d'une proposition de la CSSSPNQL à cet égard. Enfin, le MSSS s'est engagé à élaborer un plan de formation dans le cadre de la démarche gouvernementale pilotée par le Secrétariat aux affaires autochtones.

La Commission poursuivra le suivi de ces recommandations.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

**LES PLAINTES EN JEUNESSE**

	2021-2022 (28 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	378

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2021 et le 28 février 2022, la Commission a traité un total de 378 dossiers en matière jeunesse comparativement à 316 l’année précédente. Cette augmentation, peut s’expliquer, notamment, par la reprise d’activités liées à la situation pandémique.

**DOSSIERS D’ENQUÊTE OUVERTS**

	2021-2022 (28 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE OUVERTS	233

Le nombre de dossiers d’enquête ouverts connaît une légère baisse cette année (de 259 dossiers à 233). La Commission a procédé à un exercice d’optimisation de ses processus qui inclus un support plus accru du travail en matière de recevabilité. La résultante est une orientation plus rapide vers le service des enquêtes ou vers un partenaire externe plus à même de supporter le requérant si l’objet de la plainte n’est pas dans le champ de compétence de la Commission. Davantage de références sont effectuées à l’étape antérieure à l’ouverture de l’enquête. De la perspective de la population, il en résulte des réponses plus rapides.

**DOSSIERS FERMÉS**

	2021-2022 (28 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE FERMÉS	237

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2021 et le 28 février 2022, la Commission a traité et fermé 237 dossiers en matière jeunesse. La pénurie de personnel qui a affectée la Direction des enquêtes jeunesse peut expliquer le nombre moins élevé de fermetures comparativement à l’année dernière (302 fermetures à 237 dossiers fermés).

**DOSSIERS ACTIFS**

	2021-2022 (28 FÉV)
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D’ENQUÊTE ACTIFS	98

Cette donnée représente le nombre de dossiers ouverts, à la Direction des enquêtes jeunesse, au 28 février 2022. Nous notons une baisse comparativement à l’année dernière (109 dossiers actifs), ce qui est expliqué par la diminution du nombre de dossiers d’enquête ouverts.

**LES DÉLAIS**

	2021-2022 (28 FÉV)
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D’ENQUÊTE (EN JOURS)	116

Ce résultat présente une moyenne pondérée : 11 dossiers fermés par décision avec recommandations dans un délai moyen de 815 jours, 83 dossiers d’enquête traités et fermés pour des situations corrigées avec ou sans entente de mise en place de mesures correctrices, avec un délai moyen de 91 jours. Entre le 1<sup>er</sup> avril 2021 et le 28 février 2022, le délai global s’élève à 116 jours comparativement à 124 jours l’année dernière pour la même période.

## A. LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2021-2022		
	DÉLAI MOYEN ATTENDU (EN JOURS)	DÉLAI MOYEN OBTENU (EN JOURS)	NB DE DOSSIERS
<b>RECEVABILITÉ</b>	15	14	361
<b>ENQUÊTE 1ERE ÉTAPE</b>	50	59	229
<b>ENQUÊTE 2E ÉTAPE</b>	180	194	43

Ce tableau indique les délais de traitement par étape, pour tous les dossiers dont l'étape a été complétée entre le 1<sup>er</sup> avril 2021 et le 28 février 2022.

Comme mentionné précédemment, la Commission a entamé un processus d'optimisation de ces processus visant à améliorer les services rendus à la population en matière de jeunesse, notamment en visant à réduire ses délais de traitement à chacune des étapes du processus d'enquête. Par conséquent, l'ensemble des étapes ont connu une baisse dans leur délai de traitement, se rapprochant des cibles attendues aux premières et deuxième étapes et dépassant légèrement la cible de l'étape de la recevabilité.

Il est également important de noter que la méthode de saisie des données a été modifiée à la Direction des enquêtes jeunesse, amenant des difficultés de comparaison avec les données des années antérieures.

## B. LE DÉLAI MOYEN SELON LE TYPE DE MOTIF DE FERMETURE PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES

	2021-2022
	DÉLAI MOYEN EN JOURS
<b>SITUATION CORRIGÉE AVEC OU SANS ENTENTE</b>	815
<b>ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT</b>	-
<b>DÉLAI MOYEN DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE COMITÉ D'ENQUÊTES</b>	<b>815</b>

Entre le 1<sup>er</sup> avril 2021 et le 28 février 2022, 54 rapports ont été déposés au Comité des enquêtes et étudiés par ce dernier. Parmi ces dossiers, 35 constituent un suivi des recommandations et 19 sont des rapports pour décision concernant une lésion de droit. Certains de ces dossiers sont encore actifs en date du 28 février 2022.

Les délais illustrés dans le tableau concernent 11 dossiers fermés par les membres du comité des enquêtes, les membres ayant pris note de la mise en œuvre des recommandations ou des mesures correctrices mises en place.

Il est important de préciser qu'une fois la décision rendue par le comité des enquêtes, à l'étape du suivi de la mise en œuvre des recommandations par le mis en cause, le délai n'est plus sous la responsabilité unique de la Commission, les mises en cause étant responsables de la mise en œuvre de ces dernières au sein de leur organisation ou leur établissement.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2021-2022	EFFECTIFS EN PLACE (POSTES OCCUPÉS)
<b>PERSONNEL D'ENCADREMENT</b>		
CONSEILLER CADRE STRATÉGIQUE	1	1
DIRECTEUR	10	10
DIRECTEUR ADJOINT	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
<b>PERSONNEL PROFESSIONNEL</b>		
AGENT D'INFORMATION	3	4
AGENT ÉDUCATION-COOPÉRATION	6	6
ANALYSTE DE LA GESTION DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	4	4
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	4	4
CHERCHEUR	6	6
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	8	11
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ	7	7
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	3	3
CONSEILLER JURIDIQUE	22	24
COORDONNATEUR	11	11
ENQUÊTEUR	25	34
MÉDIATEUR	4	5
<b>TOTAL</b>	<b>103</b>	<b>119</b>
<b>PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS</b>		
AGENT DE BUREAU, CLASSE NOMINALE	1	1
AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	9	12
BIBLIOTECHICIEN	1	1
SECRÉTAIRE	2	3
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	9	10
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	15	15
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION PRINCIPAL	3	3
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	3	4
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN RECHERCHE	2	2
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>48</b>	<b>54</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>162</b>	<b>184</b>

